Vol 18 # 20 • Du 13 au 19 Novembre 2024
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

UNE 3e TRANSITION SUR FOND DE CORRUPTION!


Voir page 4

L'installation du nouveau Premier Ministre Alix Didier Fils-Aimé par le Conseil présidentiel de transition, n'est autre que le triomphe de la corruption, la victoire d'une cause au service des intérêts personnels

LA SOCIOLOGIE NE DOIT PAS ÊTRE AU SERVICE DE L'APARTHEID



Voir page 3

Contre les expulsions massives illégales et inconstitutionnelles qui touchent les immigrants haïtiens et les Dominicains d'origine haïtienne











Divergences et solidarité au sein des classes dirigeantes !

Par Berthony Dupont

Dans la situation chaotique que traverse Haïti, la classe politique traditionnelle s'active et s'allie jusqu'à trouver un accord favorable pour se renforcer et poursuivre la déstabilisation du pays. La classe capitaliste internationale quant à elle, s'aligne derrière ses poulains au sein du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), cette bande d'affamés, d'accapareurs et de braqueurs de plus en plus impopulaires.

C'est tristement dommageable, qu'ils vont encore former un autre gouvernement de transition aussi pro-capitaliste et impopulaire que le dernier, qui va sans doute s'agiter dans un bocal et s'empresser de défendre par soucis de continuité les mêmes causes qui n'ont vraiment rien à voir avec les aspirations des masses populaires.

Tout a été mis en œuvre pour créer les conditions antagoniques et confuses portant l'un et l'autre à s'opposer de sorte qu'un camp fait de l'ombre à l'autre camp. Ce n'est certes pas un hasard, en effet, si les actions s'intensifient et que les préparatifs ont été ordonnés de façon certaine permettant la réussite de cette opération dont le seul et unique bénéficiaire restent les ennemis du peuple haïtien. Sans compter qu'une vaste campagne répressive a été déclenchée afin de briser toute éventuelle résistance.

Ce que viennent de faire les Conseillers Présidentiels, sans que cela nous surprend, s'inscrit dans la logique de la mascarade du pouvoir qu'ils se sont octroyé. Bien qu'il y ait quelque chose d'indécent et de grotesque dans leur solidarité avec le fait même de la corruption, ils promettent encore et toujours d'agir de manière responsable contre l'insécurité et pour les élections. N'est-ce pas une autre façon de tromper la vigilance de cette population pauvre et affamée, tout en laissant dégrader davantage les conditions inhumaines dans lesquelles vivent les masses défavorisées ?

Les paroles de ces bonimenteurs ne sont que des discours creux qui n'ont rien de vérité. Pas un seul de leurs arguments ne sera maintenu ou réalisé. Tout est faux, truqué et équivoque. Truquées, les élections qui s'annoncent le seront ; fausses, les nouvelles ne sont pas véridiques et sont équivoques les positions des partis et dirigeants politiques et le rôle ambigu du pouvoir. Tout cela s'inscrit dans le cadre d'une politique établie depuis plusieurs décennies, qui consiste à tout détruire dans le pays. C'est la conséquence de la marche d'un État corrompu, voulue par le système capitaliste. N'ayant aucune autre perspective, si ce n'est de vivre dans la misère, dans la pauvreté et nourries par une même conviction, celle d'une injustice sociale croissante, le peuple n'a d'autre alternative : se révolter contre ce système.

Cette oligarchie au pouvoir est à la fois celle qui a provoqué la situation catastrophique actuelle et celle qui postule prétendre également la résoudre sous l'ombrelle des puissances impérialistes. C'est une illusion pour forcer les masses à placer leur confiance en un Conseil Présidentiel et une Primature qui ont déjà fait fausse route. En réalité, aucune confiance ne peut être accordée aux représentants de cette classe politique pro-capitaliste ni à ce qu'elle propose. Le limogeage de Garry Conille est le fait d'un conflit l'opposant avec certains membres du CPT, notamment Leslie Voltaire. Donc s'agissant d'une mésentente personnelle sur fond de corruption, rien à voir avec une quelconque opposition politique.

A coup sûr, le nouveau cabinet ministériel maintiendra et suivra les mêmes feuilles de route de la CARICOM en vue de renforcer la bourgeoisie locale, véritable ennemie des travailleurs, ceux vivants précisément dans les quartiers populaires. Alors rien n'a changé, rien ne change, et rien ne changera, malgré les divergences personnelles des uns et des autres. Que faut-il attendre du changement de Premier ministre dans ce contexte, quand c'est toujours le sinistre programme de l'impérialisme qui est et sera toujours en marche et que le gouvernement restera toujours sourd aux revendications des travailleurs, des paysans, mais à l'écoute des riches potentats, les contrebandiers de la classe dirigeante ?

Soyons clair, si Washington n'a apporté aucun soutien à l'un de ses zélés et fidèles serviteurs en difficulté - Garry Conille - c'est du fait qu'il n'a rien à craindre, pour assurer le contrôle de la machine. Il n'a pas à s'immiscer dans des luttes internes entre ses laquais dans la mesure où ses intérêts ne sont guère lésés.

Point n'est besoin de le souligner que l'ancien Premier ministre Garry Conille et son remplaçant Alix Didier Fils-Aimé sont deux instruments au service de l'impérialisme pour plonger des secteurs entiers de la population dans le dénuement et la misère. C'est démettre un démarcheur pour en embaucher un autre. C'est la politique de vendre le même produit impérialiste sous un nouvel emballage avec deux courtiers différents. Il est clair que tous ces fossoyeurs de l'élite gouvernante sont du même acabit et ne rêvent qu'Haïti demeure indéfiniment à genoux devant les puissances dominantes.

L'impérialisme n'a pas été paniqué ni surpris par ce changement sournois au sein d'une meute politicienne où se livre un combat féroce pour les places dorées et moelleuses du pouvoir. Il aurait pu se sentir menacé, si et seulement si c'était le peuple qui était à la base d'un mouvement pour mettre fin à ce système qui ne répond pas à ses aspirations, ayant alors décidé de mettre fin à cette politique au service d'une minorité de privilégiés afin d'établir une politique qui va dans le sens de la majorité de la population.

En tout cas, on peut s'attendre à tout, sauf à un nouveau paradigme. Le navire ne changera pas de cap tant que le vent d'un mouvement révolutionnaire n'emportera pas ces gouvernements réactionnaires qui organisent l'asphyxie de la Nation. Tant que les volcans de la colère populaire ne commencent à entrer en éruption dans tous les coins du pays réduisant en cendres cette tutelle mortifère de Washington.

À bas l'impérialisme, à bas tout gouvernement capitaliste, dehors le Conseil Présidentiel de Transition ! Vive la lutte du peuple haïtien !

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

La sociologie ne doit pas être au service de l'apartheid



Par Ana Maria Bélique

Lettre ouverte au Congrès de l'Association latino-américaine de sociologie

Chers enseignants, étudiants et chercheurs en sociologie,

En tant que dominicaine, sociologue diplômée de l'Université autonome de Saint-Domingue (UASD) et activiste social, j'ai été encouragée à écrire cette lettre publique aux participants au Congrès de l'Association latino-américaine de sociologie (ALAS). Le rôle joué par les autorités gouvernementales dans cet événement est regrettable, compte tenu des violations massives des droits humains perpétrées depuis 2021, avec une campagne d'expulsions massives illégales et inconstitutionnelles qui touchent les immigrants haïtiens et les Dominicains d'origine haïtienne. Cette campagne viole le système juridique interne et tous les engagements internationaux acquis par l'État dominicain.

Je crois que la pensée critique est incompatible avec la servilité face au pouvoir, et encore plus lorsque le pouvoir est exercé pour écraser les droits de l'homme. C'est pourquoi je crois pouvoir faire appel à la solidarité de ceux qui visitent notre pays pour participer à ce Congrès et qui n'ont aucun engagement envers la politique officielle dominicaine.

Ils doivent savoir que le gouvernement dominicain poursuit une politique de racisme d'État de longue date, qui comprend des événements marquants tels que le massacre d'Haïtiens et de Dominicains d'origine haïtienne en 1937, au cours duquel environ vingt mille personnes ont été assassinées par l'État ; le travail forcé institutionnalisé dans l'industrie sucrière au détriment des travailleurs haïtiens et dominicains d'origine haïtienne pendant un siècle ; la décision inconstitutionnelle 168-13 qui, en 2013, a dénationalisé rétroactivement plusieurs générations de Dominicains d'origine haïtienne ; et l'actuelle campagne de déportation massive officiellement dirigée contre la communauté immigrée haïtienne mais qui touche également les Dominicains d'origine haïtienne et même les Dominicains noirs et d'autres nationalités en raison du caractère massif des détentions arbitraires.

Ces politiques racistes ont conduit à la condamnation de l'État dominicain dans le système interaméricain des droits de l'homme et à l'adoption de mesures de protection en faveur des défenseurs des droits de l'homme persécutés.

Sur les plus de deux cent mille personnes qui ont été rétroactivement déchues de leur nationalité dominicaine parce qu'elles avaient des parents ou des grands-parents haïtiens, seules environ trente mille ont retrouvé leurs papiers. Celui qui leur écrit est l'un d'eux. Cependant, la restitution n'a pas été totale, puisque l'État a créé un registre d'état civil ségrégué racialement pour des personnes comme moi. Pour les autres personnes touchées par la décision 168-13, les conséquences ont été pires, la majorité étant devenues apatrides et vulnérables aux descentes de l'immigration.

Le gouvernement se targue d'avoir atteint le record d'environ un demi-million d'expulsions de 2021 à ce jour. Le 2 octobre 2024, coïncidant avec la commémoration du massacre du persil de 1937, le président Luis Abinader a annoncé un quota de 10 000 expulsions hebdomadaires. Cet objectif officiel vise à procéder à plus de cinq cent mille expulsions l'année prochaine. Selon les dernières estimations de l'Institut national des migrations, une institution gouvernementale, il y aurait un peu plus de cinq cent mille immigrants haïtiens dans le pays. De telle sorte que l'objectif officiel pointe vers le nettoyage ethnique.

Même si, pour diverses raisons, cette politique ne peut pas réussir, entre autres parce que le gouvernement lui-même utilise intensivement la main-d'œuvre immigrée haïtienne dans la construction d'infrastructures, ironiquement même pour construire un mur frontalier inspiré du mur de Trump, le simple fait de sa formulation est un avertissement, cela devrait trouver un écho dans toute notre région. Même si le gouvernement ne réalise pas le nettoyage ethnique proposé, cela augmentera considérablement l'oppression et la misère du secteur le plus marginalisé, exploité et opprimé de la République dominicaine, à savoir la communauté haïtienne et dominicaine d'origine haïtienne. Les descentes d'immigration sont marquées par la violence, avec de nombreux rapports faisant état de disparitions forcées, de vols, d'extorsion et de violences sexuelles.

Ce quota de dix mille expulsions hebdomadaires implique la saturation des infrastructures précaires des centres de détention de migrants. Pour respecter ces quotas, les forces militaires et policières ont recours à des arrestations arbitraires basées uniquement sur le profilage racial, à des perquisitions de domiciles et d'établissements commerciaux sans ordonnance du tribunal, à des détentions de mineurs séparés de leurs familles, entre autres violations systématiques des procédures régulières, selon le ministère dominicain de la loi de l'immigration et la Constitution. Nous sommes confrontés à un état d'exception non formellement approuvé par le Congrès.



L'activiste Ana Maria Bélique

Tout cela est idéologiquement justifié en affirmant qu'il existe une prétendue menace de l'immigration haïtienne à la sécurité et à la souveraineté nationales. Nous savons déjà ce que cela signifie, définir qu'un groupe social est une menace pour l'État.

L'immigration haïtienne a construit le pays, elle a été la base de sa première et principale industrie, le sucre, tout au long du 20ème siècle, aujourd'hui c'est la classe ouvrière haïtienne qui construit les hôtels dans lesquels logent beaucoup d'entre vous, c'est elle qui plante et récolte du café, du riz et d'autres produits agricoles. Nous avons construit ce pays, nous l'avons nourri, nous avons enrichi sa classe dirigeante, et au lieu de reconnaître nos droits dans des conditions d'égalité devant la loi, le régime nous décrit comme une menace pour la souveraineté et la survie de l'État dominicain et nous menace avec un nettoyage ethnique.

La République Dominicaine, avec ses belles plages et ses bâtiments coloniaux qui attirent tant de touristes, a été configurée comme un État dans lequel l'accès à la nationalité est conditionné par la race. Dans lequel des milliers de personnes d'une race opprimée survivent dans des conditions de semi-esclavage et d'exploitation, et si elles revendiquent leurs droits, elles sont fusillées, détenues et expulsées, comme cela s'est produit cette année au Consortium Central du Sucre. Un pays où les femmes enceintes sont détenues dans des hôpitaux, emmenées dans des centres de détention surpeuplés puis expulsées du pays. Dans lequel les garçons et les filles sont séparés de leurs parents. Un État qui détient massivement les Noirs et ne reconnaît même pas leur droit à l'assistance juridique. Bref, un État où la race opprimée n'a pas de droits politiques, économiques ou sociaux, telle est la situation des immigrants haïtiens et des Dominicains dénationalisés d'origine haïtienne. C'est un régime d'apartheid.

Quelles responsabilités cela implique-t-il de tenir le Congrès ALAS dans un pays sous le joug de l'apartheid ? J'espère que vous réfléchirez à ce grave problème lorsque vous adopterez vos résolutions, préparerez les futures déclarations de l'ALAS et, je l'espère, vous exprimerez publiquement en solidarité avec notre communauté persécutée, pour la dignité, l'égalité et les droits de l'homme.

Reconoci.do 7 novembre 2024
Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine
11 novembre 2024

Une 3e transition sur fond de corruption!



Les 9 membres du Conseil présidentiel de Corruption flanqués de leur tout nouveau Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé

Par Isabelle L. Papillon

Quelle est la moralité à enseigner à ses enfants et quels sont les principes à cultiver chez eux dans une société où l'honnêteté est sous le règne de la corruption ?
Mazouz Hacène

Le lundi 11 novembre 2024, avec le départ involontaire du Premier ministre Garry Conille, la nomination et l'installation d'un nouveau Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé par le Conseil présidentiel de transition (CPT), une nouvelle transition a vu le jour bien qu'il n'y ait pas de point de rupture entre les deux.

Outre la même élite de la classe politique moribonde, des membres du gouvernement sortant dont le secrétaire général de la Primature, Me Camille Édouard Junior, la ministre de l'Économie et des Finances Kethelene Florestal, le ministre du Commerce James Monazard, le ministre de l'Éducation nationale, Augustin Antoine ; le ministre des Travaux publics Raphaël Hosty et celui de l'Environnement Vernet Joseph ont pris part à cette installation à la Villa d'Accueil, malgré l'absence de leur leader déchu Garry Conille. L'ensemble des membres du Conseil Présidentiel de Transition, des membres du corps diplomatique se sont présentés en nombre imposant notamment André François Giroux du Canada, Antoine Michon de la France, Maria Isabel Salvador, représentante du Secrétaire général de l'ONU et cheffe du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH) ; le Directeur Général de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Rameau Normil, Godfrey Otunge, commandant de la Mission d'Occupation Kenyane ou Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité (MMAS) et le commandant en chef des Forces armées d'Haïti Derby Guerrier.

On ne peut pas parler de l'installation sans dire un mot des causes qui ont fait avancer les choses jusqu'à ce carrefour. Rappelons que c'est le CPT sous la pression de l'ambassade américaine qui avait choisi Garry Conille comme Premier Ministre d'Haïti. Il peut y avoir quelques frictions au sein des deux têtes de l'Exécutif haïtien, mais la genèse de ce grave désaccord entre les deux protagonistes a émergé juste après l'affaire de corruption dans laquelle 3 conseillers : Louis Gérald Gilles, Emmanuel Vertilaire, Smith Augustin sont impliqués et ont été dénoncés par le président du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de Crédit, Raoul Pierre-Louis.



Le Premier ministre démis de ses fonctions, Garry Conille, serre la main de Leslie Voltaire

Suite à cet événement, les trois Conseillers-Présidents inculpés au sein du Conseil, pour tenter de se racheter, ont préféré signer un pacte avec d'autres collègues corrompus de la même manière pour ne pas perdre la face, de peur de ne pas être écartés du Conseil Présidentiel. C'est dans cette perspective qu'ils ont commencé à chercher des alternatives pour leur assurer une certaine protection, en la personne d'Edgard Leblanc Fils, pour qui ils avaient a priori concocté un projet pour qu'Edgard remplace Smith Augustin et ainsi de suite.

Les choses allaient dévier suite à la 79ème Assemblée Générale des Etats-Unis, où initialement, le voyage de la délégation fut divisé en deux : le Premier Ministre partit et Edgard Leblanc dut retarder son voyage pour recevoir le Président Kenyan Williams Ruto.

Suite à un désaccord diplomatique avec Washington, Edgard Leblanc faillit annuler définitivement son voyage et il invita son collègue-conseiller Leslie Voltaire à le remplacer. Entre-temps, les arrangements diplomatiques avec Washington étaient rentrés dans l'ordre et le 24 septembre Leblanc rejoignit la délégation.

A New York, soudain d'autres différends diplomatiques surgirent cette fois entre des représentants du gouvernement et le conseiller présidentiel Leslie Voltaire. Et ce dernier avait juré qu'il y aurait des pertes de pouvoir. Il déclara depuis les Etats-Unis que des têtes seraient coupées, c'est-à-dire qu'il licencierait des gens pour lui avoir manqué de respect.

C'est ainsi que les 3 mousquetaires rejoignirent Leslie Voltaire de préférence pour les aider dans leur forfaiture à la place de Leblanc. Rapidement, une résolution fut prise, et la présidence tournante changea son itinéraire. Les 3 accusés ont remis leur destin entre les mains de Voltaire pour ne pas perdre la face. Et à la place de Smith Augustin, c'est Leslie Voltaire qui a succédé à Leblanc.

Entre-temps, l'Ulcc a présenté son rapport qui a inculpé les 3 présidents-conseillers et a demandé que des poursuites judiciaires soient engagées contre eux.

A cette époque, le président dominicain Luis Abinader avait de son côté entamé une campagne de déportations massives de ressortissants haïtiens. Le gouvernement haïtien, par la voix du ministre des Affaires étrangères Dominique Dupuy, a dénoncé avec force les actions racistes illégales d'Abinader. Cette réaction ne cadrait pas du tout avec les sentiments de Voltaire qui venait de passer quelques mois à recevoir des soins médicaux dans un hôpital de la République voisine. Sans doute, il doit y retourner et ne voudrait pas qu'Abinader lui ferme la porte.

Voltaire, avec ces deux dossiers, a eu suffisamment d'armes pour combattre le gouvernement Conille. D'abord, il a exigé le limogeage du ministre des Affaires étrangères Dominique Dupuy. Et faisant d'une pierre deux coups, il vengea l'humiliation de New York et calma la colère d'Abinader qui, lui aussi, réclamait le renvoi de Dupuy.

Le Premier Ministre Conille résista aux assauts de Voltaire et de ses complices brigands. La résistance de Conille obligera les acteurs sous la direction de Voltaire à passer à l'offensive et à utiliser leurs prérogatives de pouvoir pour réclamer, en plus de Dupuy, le Ministère de la Justice afin qu'ils puissent l'utiliser en leur faveur.

Cet incident qui s'est terminé momentanément avec l'installation d'un nouveau Premier Ministre, n'est autre que le triomphe de la corruption, la victoire d'une cause au service des intérêts personnels qu'ils tentent de déguiser en cause politique.

Et c'est dans cette perspective que les États-Unis ont en guise de réaction publié le 12 novembre 2024 une note indiquant tout simplement qu'ils « *se réjouissent de travailler avec le nouveau Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé et le CPT pour faire avancer les priorités urgentes dans les mois à venir* » la note continue « *Les États-Unis remercient également l'ancien Premier ministre Conille pour son service distingué à son pays.*

Les États-Unis ont invité le CPT et le nouveau Premier ministre à publier un plan d'action conjoint présentant leur vision pour renforcer la sécurité, améliorer la gouvernance et ouvrir la voie à des élections libres et équitables. Ils considèrent qu'il est essentiel que les rôles et responsabilités respectifs du CPT et du Premier ministre soient clairement définis et qu'un mécanisme de responsabilité mutuelle soit établi, si nécessaire, afin d'éviter de nouvelles impasses.

Il est également impératif de promouvoir la responsabilité au sein du CPT afin de maintenir sa crédibilité auprès du peuple haïtien et de la communauté internationale. Les besoins aigus et immédiats du peuple haïtien exigent que le gouvernement de transition donne la priorité à la gouvernance sur les intérêts personnels concurrents des acteurs politiques »

Le conseiller Vertilaire lui a déjà dévoilé le secret dans une conversation personnelle. Il a clairement exposé ce que le prochain ministre de la Justice fera probablement. Selon lui, il n'a qu'à se rendre auprès du juge d'instruction et l'informer ou l'ordonner que cette poursuite contre les Présidents-Conseillers fautifs soit abandonnée. Autrement dit, les 3 accusés souhaitent désigner le prochain ministre de la Justice afin qu'ils puissent exercer leur autorité hiérarchique sur le Ministre et le Commissaire du Gouvernement. Cela permettrait qu'ils instruisent ce dernier de demander un non-lieu ou même d'abandonner la poursuite contre les Présidents-Conseillers incriminés.



Alix Didier Fils-Aimé lors de son discours sous l'œil attentif des membres du CPT, qui ont pillé les fonds d'environ 25 millions de gourdes par mois alloués aux services de renseignements

C'est la corruption tous azimuts qui commande car les membres du CPT ont pillé les fonds alloués aux services de renseignements, qui sont d'environ 25 millions de gourdes par mois. Malheureusement, c'est sous ce prétexte fallacieux que le Conseil présidentiel de transition ou Corruption, devrait-on dire, entame une autre phase de cette transition sponsorisée par l'impérialisme américain.



Les 3 accusés souhaitent désigner le prochain ministre de la Justice afin qu'ils puissent exercer leur autorité hiérarchique sur le Ministre et le Commissaire du Gouvernement

La puissance profonde des États-Unis qui, en contrôlant le binôme, a catapulté Trump



Elon Musk et Donald Trump

Par Narciso Isa Condé

«Il s'agit d'un projet conçu comme une réponse énergique à l'ingouvernabilité et à l'illégitimité croissante du modèle politique pseudo-libéral traditionnel de domination. »

Le théâtre électoral aux États-Unis est vieux, mais on le renouvelle toujours, avec de nouveaux acteurs et de nouveaux spectacles.

Il a deux partis et deux candidats à la présidentielle, tous deux supervisés et manipulés par des factions du grand capital recolonisateur, par l'énorme commerce des armes et des guerres, et par un système de communication puissant et aliénant.

Ils ne mentionnent même pas les autres partis et candidats.

Le Parti républicain (PR) et le Parti démocrate (PD) sont les instruments d'un pouvoir caché qui gère les pouvoirs permanents et les pouvoirs temporaires dominants.

Les pouvoirs temporaires sont périodiquement soumis à des votes manipulés par un énorme flux d'argent et par des médias influents fabricants de mensonges et de demi-vérités.

Les pouvoirs permanents ne sont pas élus. Il s'agit de puissantes entreprises capitalistes, de forces armées et de police de haut calibre, d'églises conservatrices, de médias, de centres d'élite de recherche, d'éducation et de promotion idéologique et culturelle.

Les pouvoirs temporaires sont l'exécutif, le législatif et le judiciaire, qui sont choisis par vote direct ou indirect par le biais du PR et du PD, tous deux dominés par les mégacapitalistes.

Ces intérêts étaient et sont derrière Trump et Kamala, avec apparemment certaines fractures internes.

Tout cela a un centre d'articulation avec des mécanismes de contrôle en charge des élites du complexe militaro-industriel, des banques d'investissement, de l'industrie informatique, des académies et des centres de recherche, des médias de masse et des réseaux sociaux, et des figures pertinentes de la soi-disant classe politique et de l'intellectualité systémique.

Une puissance profonde et cachée, qui domine les États-Unis et une partie importante du monde ; fonctionnant, d'une part, comme un gouvernement mondial au niveau international et, d'autre part, comme un État supra-américain.

Dans le cadre de la crise, de la décomposition et de la décadence de la civilisation capitaliste occidentale, une partie importante de ce pouvoir a choisi de regrouper l'ultra-conservatisme dans l'une des variantes fascistes ou néo-fascistes du système politique américain.

Ils ont choisi Donald Trump comme figure électorale et le PR comme plateforme, en faisant un parti trumpiste ; et, face aux difficultés présentées par la dernière tentative de réélection de ce projet néofasciste, ils ont renforcé leur détermination à ramener le gouvernement et l'État dans cette voie, en utilisant beaucoup plus de ressources.

Le nouveau signal a été donné par Elon Musk, propriétaire d'une fortune de 2,444 millions de dollars (la plus riche de toutes et avec certaines caractéristiques similaires à celles de TRUMP). D'autres ont donné des signaux sans enthousiasme et les autres restent cachés.

Il y a ceux du camp opposé qui prétendent que Musk a acheté les votes, mais en réalité le problème est bien plus profond et complexe que cela.

Il s'agit d'un projet conçu comme une réponse énergique à l'ingouvernabilité et à l'illégitimité croissante du modèle politique pseudo-libéral traditionnel de domination.

Maintenant il n'y a pas eu de bouleversement parce qu'ils ont gagné... mais la vérité est que ces gars-là ne croient pas aux farces électorales, quand elles ne servent pas à leur cause. Ils les rejettent.

Cela marque un tournant majeur aux États-Unis vers l'hégémonie de l'ultra-droite fasciste, avec les conséquences perverses qui en résultent sur notre Amérique et sur le monde.

Le phénomène néofasciste est mondial et se manifeste de manière générale, d'une manière qui mérite d'être examinée de plus près. Nous essaierons de le faire dans les prochains épisodes, y compris ses influences dans la région latino-caribéenne et sa relation avec le déploiement de la guerre mondiale infinie par l'OTAN et ses chapitres les plus pertinents dans le monde actuel.

Aporrea News
08 Novembre 2024

Trump et l'incertitude reviennent à la Maison-Blanche

Par Raul Antonio Capote Raul Antonio Capote

Beaucoup de pouvoir entre les mains d'un homme autoritaire, qui parle ouvertement de se venger de ses opposants et de saper l'État de droit

Aux premières heures du 6 novembre, le candidat Donald Trump s'est déclaré vainqueur des élections présidentielles aux États-Unis, en prononçant son discours de victoire à West Palm Beach, en Floride, où il attendait les résultats qu'il considérait comme irrévocables.

Le magnat, homme fort du Parti républicain il y a dix ans, va récupérer ses fonctions pour la période 2025-2029, après avoir battu la démocrate Kamala Harris dans les urnes, en remportant les États dits clés. Par ailleurs, le Sénat a basculé dans le camp du « Parti rouge », qui a passé la barre des 50 sièges (52 sièges), contre 42 pour les « Bleus ». Selon les projections de la carte électorale présentées par l'agence Associated Press, Donald Trump a remporté 277 voix de grands électeurs, soit sept de plus que le minimum requis pour remporter la présidence.

La candidate Kamala Harris a obtenu 224 grands électeurs, en attendant ce qui se passera dans le Michigan, l'Arizona, l'Alaska et le Nevada – où Trump est en tête – et dans le Maine, qui était dominé par les démocrates. L'une des références de Donald Trump, qui lui a permis de gagner, était la promesse de renverser le statu quo étasunien.

Dans un pays profondément divisé, son projet de « révolutionner » le système politique du pays a réussi à toucher des dizaines de millions d'électeurs qui voient dans l'homme politique un fer de lance contre l'establishment au pouvoir dominé par les « élites ».

Sans aucun doute, la vision médiatique, bien exploitée, d'un personnage public, associé à une condamnation pénale sur le dos, plusieurs inculpations, des tentatives d'assassinat et d'autres épisodes atypiques, a eu un fort impact sur la subjectivité des Étasuniens.

La promesse de fermer la frontière sud et de relancer l'économie par des droits de douane qui revitaliseraient l'industrie manufacturière nationale a également eu son effet, tandis que de grandes masses soutiennent la position consistant à se retirer des conflits mondiaux. Des millions de partisans de Trump – aux États-Unis et ailleurs – le considèrent comme l'homme qui promet la paix, face au parti belliqueux de la guerre qui serait dirigé par Kamala Harris.

Le milliardaire a également promis de nouvelles réductions d'impôts, en abaissant encore le taux d'imposition des sociétés à 15 % et en supprimant les impôts issus de la sécurité sociale pour les retraités. Il a également proposé d'augmenter la production d'énergie aux États-Unis – en intensifiant l'exploitation des combustibles fossiles – et de réduire le coût du logement.

Trump a promis d'imposer un système de droits de douane de 10 à 20 % sur les importations de la plupart des produits étrangers, une politique qui vise essentiellement la Chine, en envisageant d'imposer des droits de douane de 60 % sur tous les produits importés de ce pays. Le nouveau gouvernement devrait reprendre le dialogue avec le Kremlin et limiter la confrontation avec Pékin à la sphère économique, en dépit de son discours à l'égard du géant asiatique.

Mais pour beaucoup, néanmoins, sa victoire ouvre une ère d'incertitude pour la nation et laisse présager un tournant sombre pour le pays, dont l'avenir dépendra désormais d'un homme autoritaire qui parle ouvertement de se venger de ses adversaires et de saper l'État de droit, sans compter qu'il est directement lié à l'attaque du Capitole en 2021.

Granma 11 novembre 2024

Analiz fòmèl lodyans Maurice Sixto ki rele : Lea Kokoye ak J'ai vengé la race



Moris Siksto

Frenand Léger

1. Analiz paralèl ant Lea Kokoye ak J'ai vengé la race

Malgre sa mwen sot di la a sou limit tout modèl teyorik genyen sitou nan domèn kreyasyon atistik ak literè, travay teyorizasyon oswa konseptyalizasyon an ap toujou jwe yon wòl kapital nan domèn etid akademik, kit se etid nan domèn lasyans, ki se etid nan domèn literè ak atistik. Validite tout diskou kritik sou yon otè oswa sou yon kategori zèv ap toujou chita sou kalite zouti teyorik ak metodolojik yo itilize pou yo fè analiz la. Se poutèt sa, mwen sèvi malgre tou avèk 9 kritè ki nan modèl teyorik mwen an kòm zouti metodolojik pou m analize Lea Kokoye ak J'ai vengé la race. San pèdi tan e san di petèt, mwen ka di Lea Kokoye se yon lodyans tipik paske nan zèv sa a nou jwenn tout eleman karakteristik ki genyen nan kategori naratif sila a. Sa vle di nou ka itilize Lea Kokoye kòm yon patwon, oswa yon modèl pwototipik, pou nou etidye nenpòt ki lòt zèv naratif oral yo bay non lodyans. Avan m bay rezon ki fè mwen di Lea Kokoye se yon lodyans modèl, fòk mwen pote yon presizyon sou koze lang nan. Si mwen di Lea Kokoye se yon lodyans tipik ki ka sèvi kòm modèl se pa paske se yon zèv ki an kreyòl non. Tout zèv naratif kreyòl pa lodyans e, jan nou di sa deja, gen zèv naratif ayisyen ki ekri an franse ki se bon jan lodyans tipik menm jan ak Lea Kokoye. Anfèt, si Leya Kokoye se yon modèl lodyans tipik nan domèn oralite kreyòl la, La famille des Pititê-Caille ak Zoune chez sa nainnaine jwe menm wòl la nan domèn literati frankofòn ayisyen an. Dayè, lodyans Justin Lherisson yo te sèvi kòm sous enspirasyon pou Maurice Sixto. Sa vle di, menm si koze lang nan se yon kritè nan modèl mwen an, refleksyon teyorik mwen an sou lodyans pa baze sou polemik kreyòl-franse.

Anreyalite, Lea Kokoye se yon lodyans oral tipik, non sèlman paske gen yon konsansis sou sa nan sosyete ayisyèn nan, men tou paske zèv sa a koreponn ak tout kritè ki genyen ni nan modèl teyorik Georges Anglade la ni nan modèl teyorik pa m nan. Lè Sixto fè eksprè li mete sitiyasyon mizerab lavi Lea Kokoye anfas sitiyasyon privilejye pèsonaj ki rele Lili Delafoukchod la, se pou li ka devwale epi denonse sistèm enjistis ak inegalite sosyal ki egziste nan peyi a. Nou ka remake Sixto rive fè nou ri pandan l ap denonse pwoblèm yo, men an menm tan tou, sitiyasyon lavi Lea Kokoye se yon trajedi. Li difisil pou ou pa gen pitye pou Lea Kokoye. Lodyans Lea Kokoye a se yon tèks ki long epi ki konplèks anpil anpil sou plan pragmatik, men li trè senp sou plan naratif. Kite mwen eksplike nou pou ki sa mwen di li senp sou plan naratif avan mwen eksplike sa k fè li konplèks sou plan pragmatik.

Menm jan avèk tout istwa moun rakonte, se anchennman yon seri sekans tèks naratif ki antre nan konpozisyon Lea Kokoye. Pami sekans tèks sa yo, nou jwenn lòt sekans tèks ki pa naratif, tankou dekripsyon, dyalòg ak refleksyon. Men sekans tèks ki dominan nan lodyans lan se narasyon. Se konsa sa ye nan prèske tout istwa tipik moun rakonte. Malgre gen anpil disgresyon, plizyè sèn ak plizyè pèsonaj nan Lea Kokoye, estrikti naratif tèks la rete byen senp paske pa genyen okenn lòt istwa segondè ki gen otonomi anndan istwa prensipal la. Anfèt, nan Lea Kokoye, gen yon sèl naratè k ap rakonte eksperyans lavi yon sèl pèsonaj prensipal atravè yon sèl tram naratif ki ale tou dwat san li pa fè okenn detou. Nan sans sa a, Lea Kokoye se yon tèks naratif ki pa gen okenn konplikasyon nan entrig li. Pa bliye Georges Anglade pwopoze yon mòdèl teyorik pou lodyans ki gen 5 eleman ki se « miniature, mosaïque, jouvence, voyance, cadence » (2004, 66). Anglade chwazi Lea Kokoye kòm egzanp pou li ka demontre pètinans 2 premye kritè nan modèl li a ki se « miniature » ak « mosaïque ». Men sa Anglade di : « les unités de base des mosaïques restent toujours les miniatures [...] Ainsi Léa Cocoyer de Maurice Sixto est une mosaïque qui se décompose en treize lodyans distinctes de cinq minutes chacune [...] » (2004, 85).

Apre m fin tande Lea Kokoye yon pakèt fwa, m pa fouti ka jwenn 13 ti lodyans 5 minit Georges Anglade ap pale yo. Pwoblèm Anglade sè ke lamarin pa t metye li. Kòm li pa t maton nan domèn naratoloji, li konfonn sa yo rele « sekans naratif », ki egziste nan tout istwa avèk sa yo rele « narasyon o dezyèm degre » ke nou jwenn sèlman nan istwa ki gen yon entrig konplèks, sa vle di nan istwa ki gen plizyè « nivo naratif ». Kidonk, Lea Kokoye pa koresponn ak ni kritè « miniature » la ni kritè « mosaïque » la. Yon lòt presizyon enpòtan : si entrig Lea Kokoye senp, sa pa vle di se yon lodyans ki senp pou sa. Lea Kokoye se youn nan lodyans ki pi konplèks Maurice Sixto te konpoze. Li pi konplèks sou plan pragmatik pase J'ai vengé la race. Lè m di « pragmatik », m ap pale de tout eleman nan yon tèks ki alafwa lenguistik e ekstralenguistik e eleman sa yo se 5 dènye kritè nan modèl teyorik mwen an ki ka pèmèt nou evalye prezans oswa absans yo nan yon lodyans.

Lea Kokoye se yon lodyans ki melanje plizyè rejis nan tou le de lang ofisyèl peyi a. Naratè a pale ni kreyòl ni franse. Pami pèsonaj yo, genyen ki pale tou lè de lang yo. Konsa tou, genyen se kreyòl sèlman yo pale. Gen yon pakèt eleman lenguistik e ekstralenguistik ki reflete kilti popilè ayisyen an ansanm ak oralite kreyòl la. Nou ka remake sa depi nan premye gwo sekans tèks deskriptif Sixto itilize pou li prezante nou devanti kay kote Lea Kokoye abite a. Nan deskripsyon bèl longè Sixto ofri nou an, li trase pòtre plizyè pèsonaj tipik nan klas popilè a. Li koumanse ak pòtre Sò Tèsi, machann tabak an poud la. Sixto di « Tèt li toujou mare. Pip li nan dyòl li. Tanzantan, li voye yon krache chit ! ». Apresa, li kontinye ak Grann Nanna, yon machann kenkay ki vann boutèy mabi, imaj sen, orezon, chaple, meday, bouji tout koulè. Sixto tou pwofite dekri yon ti gason ki avèk yon ti chemizèt tout koulè sou li. Misye san kanson ak fwèt kach li byen kanpe epi l ap kase yon grenn zanmann ak yon moso brik. Lea Kokoye se yon lodyans ki makònen ak reyalite pèp ayisyen an. Pa gen manti nan sa. Lè nou kontinye tande lodyans lan, nou jwenn yon pil ak yon pakèt referans kiltirèl. Nou wè Sixto itilize plizyè pwovèb kreyòl. Li fè referans ak relijyon vodou epi relijyon katolik. Gen yon kote nan lodyans lan, Sixto pale de yon ti frè Lea k ap etidye. Ti gason an t ap aprann yon tèks Nicolas Boileau kote ki gen yon fraz an franse ki di « La vertu sans argent est un meuble inutile ». Kòm misye pa konprann anyen nan franse a, li di « La vèti san lajan est en mèb initil ». Se yon fason pou Sixto tou pwofite denonse medyokrite sistèm lekòl ayisyen k ap kreye ti jako repèt. Lavi Lea Kokoye se reyalite lavi majorite fanm ayisyèn nan tout epòk. San mwen pa bezwen antre nan plis detay akoz limit mwen genyen, mwen ka di Lea Kokoye se yon lodyans total kapital ki respekte tout kritè ki nan modèl teyorik mwen an.

Kounye a, annou gade pou nou wè si se menm bagay la pou J'ai vengé la race kote Sixto ap denonse alyenasyon ak demagoji nan konpòtman otorite ki nan klas politik ayisyen an. Youn nan premye bagay ki ta dwe atire atansyon nou, se kad espasyal istwa a ki se « Paris, la ville lumière ». Nan koumansman istwa a, gen yon pakèt referans, tankou L'Opéra de Paris, André Malraux, Général De Gaule, ki demontre nou annafè ak yon tèks ki pa sanble ditou avèk referans nou jwenn nan Lea Kokoye. Tout tèks J'ai vengé la race la baze sou mannigans ak mannèv yon anbasadè ayisyen ap fè pou l ka kouche yon fanm parizyèn blond ki gen je ble. Tèks la koumanse avèk yon referans literè kote naratè a evoke Romancero aux étoiles pou l ka ensiste sou enpòtans Jacques Stephen Alexis nan domèn literati frankofòn nan. Li pale de « la symbiose du génie français et du génie africain ». Apre sa, nou jwenn yon pakèt sekans kote anbasadè a ap fè etalaj konesans li sou istwa d Ayiti. Lè anbasadè a ap denonse jenosid endyen yo ak sistèm esklavaj la, misye plis sanble l ap ap fè dyòlè. Depi sou jan l ap pale a, nou deja wè se yon nèg ki sou blòf. Dayè, li di, an palan de ti fransèz la, « Après l'avoir baratinée pendant une demi-heure, elle m'a suivi ». Kidonk, objektif misye se te kouche fanm nan.

Yon lòt eleman ki atire atansyon mwen nan J'ai vengé la race se resanblans ki genyen ant naratè a e pèsonaj prensipal la. Yo tou le de pale franse prèske menm jan. Nan Lea Kokoye gen yon distans ki klè ant naratè prensipal la e pèsonaj yo alòske gen yon melanj ant vwa naratè a e vwa anbasadè a nan J'ai vengé la race. Si nou pran san nou pou nou byen koute tou lè de lodyans yo, n ap konstate fason Maurice Sixto rakonte istwa J'ai vengé la race la diferan nèt ak fason li bay lodyans Lea Kokoye a. Kontrèman a Lea Kokoye, nan J'ai vengé la race, nou pèdi prèske tout eleman espesifik ki fè tèks oral yo sa yo ye a. Nan J'ai vengé la race, Sixto bay lenpresyon se lekti l ap fè. Nou ka remake pa gen okenn ezitasyon ni enpwovizasyon. Se sa k fè naratè a ak pèsonaj prensipal la pale menm jan. Gen plizyè endis konkrè ki demontre aklè ke J'ai vengé la race se pa yon lodyans ki ankre nan oralite ayisyèn nan. J'ai vengé la race pa gen anyen pou l wè ak koze literati oral. Gen yon lenguis angle, ki rele Roger Fowler, ki di konsa « le sens de l'oralité ne relève pas uniquement de la projection par le canal oral. Le message oral ne se définit pas par le canal oral ». Kite m atire atansyon nou sou yon eleman lenguistik ak 2 eleman pragmatik ki demontre aklè ke J'ai vengé la race se yon tèks ki plis chita nan yon tradisyon ekri oksidantal la pase nan tradisyon oral ayisyen an.

Eleman lenguistik la se tan vèb yo. Depi ki lè yo te konn itilize pase senp pou yo rakonte istwa aloral ? Prèske tout vèb ki nan J'ai vengé la race konjige o pase senp. Nou tout konnen pase senp se yon tan vèbal yo plis itilize nan tèks naratif literè tankou woman ak nouvèl. Premye eleman pragmatik la li menm se tout referans entèkstyèl Sixto fè yo. Misye site yon pakèt ekriven, filozòf, atis, savan ak lòt pèsonaj literè nou jwenn nan sivilizasyon oksidantal la. Pami yo li mansyonnen Nietzche, Darwin, Einstein, Cocteau, Racine, Pyrrhus et la veuve d'Hector ; Montaigne, Alexandre Dumas, Picasso, Shakespeare, Lamartine, eksetera. Nan fen tèks la, misye site yon pakèt disiplin yo etidye nan inivèsite oksidantal yo. Kite site Sixto : « Et voici l'histoire, la psychologie, la philosophie, l'ethnologie, l'écologie, la psychanalyse, le droit international, la stratégie militaire, l'épopée, la littérature, la poésie, tout cela su service de la fornication. » Menm si nou konnen ke J'ai vengé la race se yon tèks satirik kote Sixto ap pase politisyen ak entèlektyèl ayisyen yo nan betiz, sa pa chanje anyen nan rezilta analiz la. J'ai vengé la race se yon tèks Maurice Sixto te kouche sou papye dapre yon tradisyon literè nou jwenn nan peyi Lafrans. Gen plizyè eleman nou jwenn nan lodyans tipik yo nou pa jwenn nan J'ai vengé la race. Premyeman, Se pa yon zèv traji-komik menm jan ak Lea Kokoye. Konpòtman alyene anbasadè a plis komik pase l trajik menm lè alyenasyon misye soufri a fè pitye. J'ai vengé la race pa reflete kilti popilè ayisyen an ki eksprime atravè oralite kreyòl la jan sa byen reprezante nan Lea Kokoye. Anfèt, pa gen twòp bagay nan ni fòm ak estil tèks la, ni nan kontni tematik li, ni nan sistèm òganizasyon lenguistik ak pragmatik li, ki ta ka pèmèt nou di se yon vrè lodyans menm jan ak lòt lodyans Sixto yo.

Konklizyon

Pou mwen fini, mwen ta renmen fè yon ti tounen byen vit sou kritè nimewo 6 ak kritè nimewo 7 ki nan modèl teyorik mwen an. Kritè nimewo 6 la gen rapò avèk koze kreyolizasyon an kòm yon eleman ki enpòtan nan konpozisyon ak ekpresyon kategori diskou naratif yo rele lodyans lan. Kanta pou kritè nimewo 7 la li menm, li konsène kilti popilè ayisyen an ki eksprime atravè oralite kreyòl la. Jan m te di sa nan koumansman atik la, gen kèk entèlektyèl frankofòn ayisyen ki pa dakò avèk 2 kritè sa yo nan modèl mwen an. Yo vle rete kwè yon otè ka konpoze epi bay lodyans nan nenpòt ki lòt lang san pa gen kreyolizasyon e san zèv la pa oblije makònnen ak kilti popilè ayisyen an. San m pa demanti entèlektyèl frankofòn sa yo, m kwè li pa enposib pou lodyans evolye jouk li pran yon lòt konfigirasyon fòmèl, lenguistik e pragmatik. Men, sa poko janm fèt depi nan koumansman 19è syèk la jouk rive jounen jodi a. Bay lodyans an franse san kreyolizasyon, se menm bagay avèk yon moun ki ta deside ale danse nan kanaval oswa nan rara Leyogàn kote l ap pale ak lòt moun nan bann nan an franse oswa chante mizik popilè yo nan lang franse. Èske nou janm wè bagay konsa an Ayiti ? Si nou ta wè sa, èske nou pa t ap twouve sa yon jan dwòl ? Mwen pa konnen si sa ta ka rive yon jou akoz yon swadizan fenomèn dekreyolizasyon. Annatandan, sanble lang ak kilti kreyòl se teren yo plis ap vale.

Lè nou egzaminen travay teyorik Georges Anglade fè sou lodyans ansanm ak zèv naratif misye ekri e prezante kòm lodyans, li fasil pou nou klase misye pami entèlektyèl frankofòn sa yo ki kwè yon lodyans pa oblije ankre nan reyalite popilè ayisyen an ak nan oralite kreyòl la. Laprèv sè ke pi fò tèks fiksyon naratif Anglade ekri yo sanble tèt koupe avèk J'ai vengé la race paske yo pa anrasinen ni nan oralite kreyòl la ni nan kilti popilè ayisyen an. Se poutèt sa nan yon atik Max Dominique (2022) te ekri sou lodyans, gen yon seksyon ki rele « L'audience d'Anglade : une usurpation d'audience ! » kote li prezante Georges Anglade kòm yon otè ki pa vrèman maton nan ekri lodyans. Ta sanble Georges Anglade se yon lodyansè tèt mato paske tèks li yo pa fè moun ri. Dapre Max Dominique (ibid), lè w ap li yon tèks Anglade, « on ne rit pas à gorge déployée comme chez Justin Lhérisson ou Maurice Sixto, on s'ennuie même parfois ». Si aspè komik lan li menm tou bakle nan tèks Anglade yo, sa vle di misye pa t rive respekte yon lòt eleman karakteristik fondamantal nan lodyans kòm fenomèn kiltirèl e literè. Pa bliye aspè komik lodyans lan toujou mache avèk yon aspè trajik. Se sa ki fè tout lodyans tipik se traji-komedi. Ta sanble aspè traji-komik lan pa twò prezan nan rekèy lodyans Georges Anglade yo. Se menm bagay la nou obsève nan J'ai vengé la race. Pou evite malantandi ki ka kreye konfizyon, avan mwen fini, li enpòtan pou mwen fè yon rapèl sou objè atik sila a ki se deskripsyon fenomèn lodyans lan atravè analiz 2 zèv Maurice Sixto. Mwen eksplike aklè pou ki rezon mwen pa konsidere J'ai vengé la race kòm yon vrè lodyans kontrèman avèk Lea Kokoye. Ti rale mwen fè sou zèv Georges Anglade se pa pou mwen konpare misye avèk Maurice Sixto ki li menm se yon vrè lodyansè malgre absans otantisite nou obsève nan lodyans an franse misye yo. Se menm konsta sa tou nou fè nan zèv fiksyon naratif Anglade yo.

Tanbou

Orijinal atik sa a soti nan Pawòl kreyòl, Revi literè Sosyete Koukouy, Montreal, Vol. 6, 2024, pp. 40-54.

Et la lutte continue !



Le peuple haïtien doit lutter pour prendre son destin en main

Par Henriot Dorcent

Si par naïveté ou par opportunisme certains pensent que l'élection d'un nouveau président aux Etats unis va changer la doctrine diplomatique des USA à l'égard d'Hayti, ils se sont trompés, car la doctrine diplomatique des USA concernant Hayti est basée sur la domination totale du pays, le racisme et le pillage de nos ressources, une doctrine actualisée par Franklin Delano Roosevelt en ces termes:

« Il faut constamment soulever les va-nu-pieds contre les gens à chaussures et mettre les gens à chaussures en état de s'entre-déchirer les uns les autres, c'est la seule façon pour nous d'avoir une prédominance continue sur ce pays de nègres qui a conquis son indépendance par les armes. Ce qui est un mauvais exemple pour les 28 million de noirs d'Amérique. »

Quel racisme! Quelle haine impitoyable!

Détrompons-nous que l'élection d'un nouveau président aux USA le 5 novembre 2024.va changer quoi que ce soit en Hayti.

En effet, le vote de l'électorat américain a sanctionné les élites du parti démocrate pour leur soutien financier et militaire aveugle du génocide Israélien à Gaza en Palestine et de leur soutien à la guerre en Ukraine, c'est aussi un vote sanction de la hausse de l'inflation avec un taux d'intérêt élevé, et de l'augmentation abusive des prix des produits de première nécessité et du logement; l'échec du Parti démocrate aux élections du 5 novembre 2024 est une leçon et un avertissement aux politiciens qu'ils ne peuvent plus continuer à diriger le pays uniquement aux profits et en fonction de l'agenda des grands donateurs financiers.

Une Opération Girouette a été vite commencée en Europe par les dirigeants anglais, Français, australiens et polonais pour féliciter le président élu Américain Donald Trump qu'ils insultaient en le qualifiant de sociopathe sympathisant des néo-nazis, ces dirigeants ont dû supprimer leurs anciens postes sur leurs comptes twitter aujourd'hui plateforme « X ».

Le peuple haïtien doit lutter pour prendre son destin en main.

En dépita de toute considération géopolitique, après 8 mois de paralysie politique et administrative depuis la chute du de facto Ariel Henry et d'innombrables séances de thérapies égoïstes et egocentriques, le pays a désormais un besoin urgent d'un renouveau politique fondamental et révolutionnaire pour sortir le pays de la gravie crise dans laquelle les politiques idéologiques pro-impérialistes et ses alliés l'ont plongé.

Les progressistes Haïtiens doivent s'organiser tant en Hayti qu'à l'étranger pour offrir une alternative politique afin de résoudre la crise politique, économique, sociale et sécuritaire que traverse le pays. Le destin d'Hayti dépend de nos actions politiques et diplomatiques concrètes pour définir l'intérêt national d'Hayti, notre doctrine diplomatique, et définir les priorités nationales dans la recherche d'une franche coopération technique, commerciale et militaire avec toutes les grandes capitales de la planète. La doctrine diplomatique de notre pays depuis l'indépendance d'Hayti en 1804 a toujours été : « PAIX À NOS VOISINS ». Une doctrine consacrée dans la constitution de 1805 pour bâtir un empire politiquement stable, économiquement prospère, socialement juste, militairement puissant et internationalement engagé pour la libération des autres peuples du joug de l'esclavage et leur indépendance.

Les exemples de solidarité de Dessalines à Francisco de Miranda dans sa lutte en Amérique Latine, de Pétion à Simon Bolivar, de Jean Pierre Boyer à la Grèce pour leur indépendance contre la Turquie.

Il est inconcevable que le premier pays à abolir l'esclavage sur le Continent Américain et en Europe soit aujourd'hui sous la domination politique et économique d'un pays qui a suivi notre exemple plus de 60 ans après. Il est temps pour les progressistes de nous réveiller, de nous organiser et nous mobiliser dans une lutte de libération nationale pour la reconquête de notre souveraineté, notre indépendance, et notre dignité. Les élites politiques, économiques, religieuses et intellectuelles ont démérité de la patrie, seules les masses populaires organisées, conscientisées et mobilisées dans une lutte de libération nationale peuvent sortir le pays de cette profonde crise pour une nouvelle indépendance nationale. La lutte doit continuer !



Progressistes, unissons-nous pour une lutte de libération nationale d'Hayti.
Liberté ou La Mort! La Patrie ou La Mort!

Conseil Présidentiel, de la création au scandale de corruption !



Par Catherine Charlemagne

(3ème partie)

Dans leur courrier, les deux Conseillers-Présidentiel de Transition qui n'ont pas droit de vote, par conséquent pas les pouvoirs de leur pairs, soulignent que « *Depuis plusieurs semaines, le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) fait l'objet de vives critiques en raison de certaines allégations portées par-devant l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC), relayées par les médias et reprises par certaines parties prenantes de l'Accord du 3 avril dans une correspondance publique adressée à notre Président. A cet égard, les Conseillers-Président signataires de la présente (Frinel Joseph et Régine Abraham) estiment nécessaire de faire les propositions suivantes : l'adoption d'un code de déontologie applicable aux membres du CPT et dont un projet est joint à la présente ; la mise en place illico d'une Commission d'enquête sur les allégations en question dont les travaux peuvent être dirigés par les deux membres non votants du CPT, assistés d'un appui technique.* »

Au moment d'écrire cette chronique, compte tenu de la majorité qualifiée (5/7) existant au sein du CPT, il s'est avéré impossible de mettre en place cette Commission d'enquête par la présidence. Toutes les initiatives venant d'Edgard Leblanc Fils ont été vite récusées par les trois Conseillers. Même la venue des dirigeants de la CARICOM n'a pas fait évoluer dans l'immédiat la situation puisqu'aucune sanction n'a été annoncée et les trois Conseillers Présidents poursuivent leur parcours au sein du CPT comme si de rien n'était, allant même à signer en compagnie de leurs six collègues la « Résolution » mettant fin aux fonctions du Premier ministre Garry Conille. En effet, comme il a été annoncé par la présidence du CPT, quelques jours après, le Groupe des Éminentes Personnalités (GEP) de la CARICOM avait atterri dans la capitale haïtienne, soit le dimanche 11 août 2024. Durant cinq jours, la délégation caribéenne a rencontré comme d'habitude la quasi-totalité des acteurs et secteurs impliqués dans la Transition. Tout a été passé en revue. L'ordre du jour a été on ne peut plus chargé. De la difficulté du CPT à appliquer la feuille de route que lui avait remise la CARICOM quatre mois avant aux questions des relations exécrables existant entre certains membres du Conseil et la présidence, sans oublier bien sûr l'accusation de corruption portée contre les trois Conseillers en question.



Des agents de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC)

Pendant cette semaine passée dans le pays, c'est à la queue leu-leu et parfois par groupe entier que la délégation recevait les protagonistes. Du Premier ministre, Garry Conille, au Président du CPT, Edgard Leblanc Fils, sans oublier les chefs des partis politiques et les plateformes dites Parties prenantes qui ont accouché l'Accord du 3 avril 2024 donnant naissance au Conseil Présidentiel de Transition en passant par les organisations de la Société civile, tout le monde était reçu par la CARICOM. Certains leaders politiques se sont plaints auprès des Éminentes Personnalités, tandis que d'autres se félicitent de l'avancement du Cahier de charges. Mais, selon tous les participants et les témoins, la CARICOM portait un intérêt particulier à s'enquérir sur la crise de confiance qui s'abat sur le CPT due aux accusations contre la plupart de ses membres.

En tout cas, c'est ce qu'a rapporté *Le Nouvelliste* daté du 13 août 2024 citant ses propres sources. « *Le Groupe des Éminentes Personnalités de la CARICOM lors de la rencontre du lundi 12 août a voulu aussi avoir des explications sur l'épineux dossier d'accusations de corruption contre les Conseillers-Présidentiel Louis Gérald Gilles, Smith Augustin et Emmanuel Vertilaire. Notre source au CPT a soutenu que le dossier est pour le moment devant l'Unité de lutte contre la corruption, tout en soulignant que l'ULCC n'a pas de juridiction sur le CPT. Seule une Résolution du Conseil Présidentiel pourrait autoriser l'ULCC à auditionner les Conseillers-présidentiel accusés* », avait rapporté le quotidien de la rue du Centre. Frappées d'immobilisme par cette affaire, les Eminentes Personnalités de la CARICOM avaient fait le constat que le Conseil Présidentiel de Transition n'avance pas.

Mais, face à l'absence d'alternative crédible, la délégation s'est retrouvée à encourager les acteurs de respecter leur engagement pris pour le bien commun même si tout le monde était très gêné y compris les membres de la délégation par ce scandale de corruption. Le quotidien *Le Nouvelliste* révélait dans son édition du 26 août 2024, c'est-à-dire, le jour du départ de la délégation d'Haïti ce même vendredi 26, que « *Le scandale de corruption présumée est gênant tant pour nous Haïtiens que pour ces Eminentes Personnalités de la CARICOM. Alors que c'est au nom d'un consensus large que le CPT a été ouvert aux représentants de Pitit Dessalines, de EDE de Claude Joseph et l'Accord du 21 décembre. Tout le monde est très embarrassé par ce scandale. J'ai eu l'impression que certains membres de cette délégation de la CARICOM étaient tristes* ». Les sources du journal semblent dire la vérité quand on sait que plusieurs intervenants sont revenus à plusieurs reprises sur la question et ont même demandé la tête des accusés refusant de se mettre en disponibilité du pouvoir le temps que la lumière se fasse sur leur compte alors qu'ils font tout pour empêcher la présidence de prendre une Résolution autorisant l'ULCC à les interroger comme le souhaitent la population et leurs deux collègues du CPT.

Selon l'agronome Jean André Victor qui a conduit la délégation du Collectif des partis du 30 janvier, les discussions autour de cette affaire étaient intenses. Invité le mardi 20 août 2024 à s'exprimer sur radio *Magik9*, l'homme politique dit ses craintes sur le devenir de la Transition si les acteurs et Parties prenantes ne parviennent pas à trouver une porte de sortie pour celle-ci « *Cette réunion a été marquée par des discussions intenses autour du scandale de corruption présumé impliquant des membres du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) dans l'affaire de la Banque nationale de crédit (BNC). Les discussions ont démontré que ce scandale a plusieurs dimensions : politique, sociale, juridique et même géopolitique. À ce stade, ce qui nous intéresse, ce n'est pas de savoir qui est coupable, complice et qui ne l'est pas. Il revient à la justice de faire la lumière sur cette question. Cependant, nous sommes grandement intéressés par l'aspect politique de l'affaire. On pense que ce scandale peut mettre en péril l'avenir de la Transition.*

Il faut éviter toute perte de confiance de la population en ses dirigeants. On a clairement dit aux Éminentes Personnalités que notre position est d'écarter les Conseillers-Présidentiel qui sont accusés de corruption. » Si l'agronome Jean André Victor est si pessimiste, c'est qu'au cours des rencontres ayant eu lieu avec le Groupe des Éminentes Personnalités, (GEP) de la CARICOM, de très nombreux acteurs et membres des Parties prenantes de l'Accord du 3 avril 2024, ont non seulement réclamé le départ de ces trois Conseillers mais ils pressent même la CARICOM à faire une première évaluation des activités du CPT tout en exigeant que la CARICOM intervienne directement dans le dossier pour procéder à la révocation des impétrants et de les remplacer illico selon la procédure prévue dans l'Accord du 3 avril. Une posture qui va pousser les membres de la délégation à aborder clairement avec les parties concernées la question du remplacement de Louis Gérald Gilles, Smith Augustin et Emmanuel Vertilaire au sein du CP.

D'ailleurs, l'évolution ou le retournement de l'attitude des coalitions ayant cautionné ces trois Conseillers après le départ des Éminentes Personnalités de la CARICOM s'explique par la prise de position ouverte et franche de l'organisation régionale allant dans le sens qu'il faut les remplacer par d'autres personnalités plus crédibles si l'on veut sauver le CPT quitte à sacrifier les trois accusés. C'est ainsi que, quelques jours après le départ de la délégation, le parti EDE de l'ancien Premier ministre a.i Claude Joseph avait clairement changé d'avis et venait même à proposer le nom de Claude Edouard à la CARICOM dans la perspective de remplacer Smith Augustin à qui il avait demandé de démissionner même s'il bénéficie de la présomption d'innocence.

Dans son Rapport d'évaluation ou de compte rendu de voyage, le Groupe des Éminentes Personnalités de la CARICOM ne se prive pas de dire sa propre préoccupation vu la tournure d'une situation alimentée chaque jour par d'autres révélations dans la presse. Le mardi 20 août 2024, les envoyés spéciaux de la Communauté caribéenne, avaient, en effet, rendu public le fameux Rapport dans lequel ils ont fait un compte rendu détaillé des rencontres qu'ils ont tenues avec tous les protagonistes haïtiens y compris des acteurs internationaux très impliqués dans la recherche de solution à la crise durant leur séjour dans la capitale haïtienne.

Voici un résumé de ce long Rapport qui a été envoyé en Haïti, à l'ensemble des secteurs parties prenantes. « *En réponse à une invitation du Président du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) et aux appels des parties prenantes, le Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM (EPG) a effectué une visite en personne en Haïti du 11 au 16 août 2024, afin de vérifier et d'évaluer les progrès accomplis dans le processus de transition pour être en mesure de rendre compte aux chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) ; la visite a permis un échange de vues et un dialogue avec des représentants d'un large éventail de la société haïtienne : l'exécutif bicéphale ; le Directeur Général de la Police Nationale d'Haïti ; le Ministre chargé des affaires féminines, les dirigeants du secteur de nomination. Les dirigeants des partis politiques non représentés au CPT ni au gouvernement ; le secteur de la Société civile, y compris les associations de femmes et de défense des droits humains ; les représentants des secteurs religieux et privé, des syndicats et d'un groupe de la diaspora en visite.*

L'EPG a également rencontré des représentants les principaux partenaires internationaux d'Haïti (Canada, France, États-Unis) ainsi que des représentants du Bureau des Nations Unies en Haïti (BINUH), de l'Organisation des États américains (OEA) et du Commandant de la Force de la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité (MMSS). La visite au CPT et au Premier Ministre a permis de faire le point sur la situation générale, leurs activités et leurs plans ainsi que leurs préoccupations. L'EPG a été encouragé par le fait que le CPT semble faire des efforts pour surmonter les retards dans la mise en place d'un certain nombre d'institutions et d'entités clés requises par l'Accord du 3 avril entre les parties prenantes, telles que le Conseil Électoral Provisoire (CEP), l'Organe de Contrôle de l'Action Gouvernementale (OCAG), le Conseil National de Sécurité et la Conférence nationale. La question de l'éloignement entre certains secteurs et leurs représentants au Conseil et des frictions qui en résultent a été soulevée.



Les Conseillers-Présidentiel impliqués dans le dossier de la BNC Louis Gérald Gilles, Smith Augustin et Emmanuel Vertilaire

L'EPG a également discuté du malaise des parties prenantes résultant de la non-publication de l'Accord du 3 avril, de l'absence des institutions critiques proposées, de l'inaction du Conseil et de l'impact négatif sur le Conseil, de son inaction face aux allégations de corruption contre trois de ses membres. Les allégations de corruption n'auraient pu survenir à un pire moment et devront être résolues rapidement afin de préserver l'intégrité de l'institution et la confiance du public dans le processus de transition. À cet égard, l'enquête de l'agence d'investigation anti-corruption sera d'une importance cruciale. Il faut revenir à l'éthique de l'accord conclu à la Jamaïque le 11 mars 2024, qui reposait sur l'inclusion, le consensus et la responsabilité » extrait du Rapport du GPE en date du 20 août 2024.

Dans la foulée, on a appris que les trois Conseillers en question ont bien répondu à l'invitation du ULCC et ont été auditionnés le mardi 27 août par les enquêteurs de l'organisme anti-corruption dans le cadre de l'enquête dite *« sollicitation de pot-de-vin »*. Auditionnés dans la plus grande discrétion, un privilège sans doute dû à leur rang de Conseillers-Président, en clair, chef du Pouvoir exécutif provisoire, Louis Gérald Gilles, Emmanuel Vertilaire et Smith Augustin continuent de clamer leur innocence et crient au complot politique. En tout cas, selon le journal *Le Nouvelliste*, édition du 27 août 2024, les trois accusés avaient bien répondu aux questions de

suite à la page(16)

The Reality Behind the Fight Between Solino and Lower Delmas



The area of Nan Bergeau in Solino was attacked and burned by the armed group of Kempès Sanon in Bel-Air in January 2024



Mural at the entrance into Solino, with the portrait of a policeman. Many cops live in Solino



The Péan Market stands deserted in early February 2024 due to fighting between Bel-Air's Kempès Sanon and the cops of Solino, who had a dispute over kidnapping money

by Kim Ives

For the bourgeois media's narratives, they need to keep it simple, like a comic book. Law-abiding vs. criminal. Noble vs. cynical. Generous vs. ruthless. Good guys vs. bad guys.

This is the template that the capitalist-owned media, both Haitian and international, have used effectively in Haiti for the past five years, so effectively that many on the so-called "left," supposedly opposed to bourgeois misinformation, disinformation, and fairy tales, are incoherent and confused.

Their villains are "the gangs" – lawless, violent, brutal, ignorant bands of young men, who rape, rob, massacre, and terrorize for power and money. Their heroes are the "forces of order" – heroic policemen, whether Haitian or Kenyan, trying to defend the people and uphold the law.

As *Haïti Liberté*'s director Berthony Dupont explained in an Oct. 30 editorial entitled "*Shame on Imperialism's Accomplices in Haiti*," the reality is far more complex.

"Not long ago, Port-au-Prince's working-class neighborhood of Bel-Air was in the headlines of Haiti's news, presented as being the victim and target of attacks of other neighborhoods," he wrote. "For reasons that have never been elucidated, Bel-Air suddenly lost all the compassion shown to it." Of course, it was never highlighted that "this neighborhood was under the tight control of the Democratic Popular Sector, [SPD, the party of lawyer André Michel who was the right-hand of and] close to former Prime Minister Ariel Henry's government."

All the romanticization and spin that Bel-Air once enjoyed is now being lavished on Solino, an adjacent neighborhood to both Bel-Air and Lower Delmas, the base of former cop Jimmy "Barbecue" Cherizier, the longtime bogeyman of both Haiti's bourgeoisie and U.S. imperialism. Today he is the leader and principal spokesman for the *Viv Ansanm* (Live Together) coalition of armed neighborhood committees that ousted Henry from power on Feb. 29 and is the target of the Multinational Security Support mission (MSS), a U.S.-funded, UN-blessed mercenary force.

The mainstream media paints Cherizier as aggressing Solino, much as it paints Vladimir Putin's Russia as the aggressor against Ukraine. Take the Oct. 26 *Associated Press*' report for example: "A gang coalition on Saturday reinforced its attacks on one of the few communities in the Haitian capital not under the control of criminal groups, seeking to take it over," reads the lede. "Gangs control 80% of Port-au-Prince, although communities like Solino have been fighting attempts by gunmen to seize control."

On Nov. 2, *Haïti Liberté* interviewed Cherizier to get his side of the story.

"In recent years, I had very good relations with the cops in Solino," Cherizier began. "There were a lot of policemen in Solino who were in UDMO [Departmental Unit for the Maintenance of Order] with me. Although I had very good relations with some of the cops in Solino, there was a group of policemen who were involved in robbery and gangs. Some of them were doing crimes and kidnapping with Kempès Sanon," who was the don of Bel-Air, the previously lionized neighborhood which was often at war with Cherizier's Lower Delmas. Kempès had been jailed for life for kidnapping before he escaped prison in 2021, returning to Bel-Air.

"There arose a dispute between this group of crooked cops with Kempès over kidnapping money.... There was some kidnapping money that [the Solino cops] had collected, but a policeman named 'Secret l'Enfer' – I don't have his real name – took the money and escaped with it, cutting out Kempès.

"Because this deal went bad, fighting started between Kempès and Solino. The most famous kidnapping that these Solino cops did with Kempès was of the owner of a market on Nazon, a mulatto... Kempès kidnapped him... It's a market whose name changes often. It's something like Sasha Market. But two Solino policemen were involved in the kidnapping: one named 'Ti Bobo' and another named Beethoven. They both went with Kempès on a motorcycle, with Kempès in the middle, to collect the money for the kidnapping."

In early February 2024, *Haïti Liberté* filmed in Solino, visiting a barricade which had been erected to defend against attacks from Kempès Sanon's men from Bel-Air. About a dozen armed men – mostly policemen we were told – were stationed by the barricade with long guns.

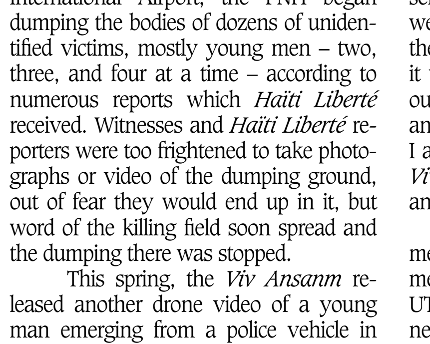
"Those were the same guys who were working with Kempès," Cherizier told *Haïti Liberté*, "and all those barricades and that fighting was over kidnapping money that they were disputing... At that point, Solino was only fighting with Kempès."

suite à la page(16)

Drone Captures Haitian Police Execution of an Innocent Man

The video provides a stunning and emblematic example of ongoing police massacres of civilians as the U.S. government pushes for a UN intervention.

By Kim Ives and Dan Cohen



On the morning of Sat., Nov. 9, 2024, officers of the Haitian National Police (PNH) in an armored car, without provocation, shot, robbed, and then ran over the body of a man who had willingly stopped to talk to them near the intersection of Rue des Casernes and Avenue Jean-Jacques Dessalines (Grande Rue) in downtown Port-au-Prince.

In the shocking video, the victim first approaches the black, armored car – emblazoned with the identifier COB-9 – in a manner that suggests he bore no enmity for or fear of the officers inside. After relaxedly communicating with them as he stood about four feet from the vehicle's half-opened door, the man was suddenly shot in the stomach by an officer inside the vehicle. As the victim fell backwards onto the road, a hooded police officer emerged from the armored car with his rifle. The wounded man attempted to flee, but the cop shot him to death, splattering the victim's blood all over the road's pavement.

The armored car then began to drive away, but then the shooter again got out of the vehicle, walked over to the prone corpse, and removed an item from the victim's pants' pocket. As the police vehicle backs up, the masked cop casually tosses the stolen item into the armored car, climbs back in, and the vehicle drives away. The armored car soon returns and purposefully drives over the legs of the victim's corpse.

This ghastly scene was filmed by a drone operated by the *Viv Ansanm* (Live Together) coalition of armed groups which is battling the combined forces of the PNH and the Multinational Security Support (MSS) mission, a UN-sanctioned mercenary force of about 430 mostly Kenyan cops paid for primarily by Washington.

The killing is emblematic of massacres occurring on a vast scale in recent months throughout metropolitan area of Port-au-Prince, as police officers – usually from armored cars – kill Haitian civilians, men and women, young and old, without reason, warning, provocation, or cause, according to dozens of witnesses and news reports.

A PNH officer explained to France24 in May that they operate under the assumption that there are no civilians in impoverished neighborhoods.

"We don't need to know if they're armed or not. We just fire," he remarked.

In the spring and early summer, in an area called Maïs Gâté near the Health Ministry (MSPP) and the Port-au-Prince International Airport, the PNH began dumping the bodies of dozens of unidentified victims, mostly young men – two, three, and four at a time – according to numerous reports which *Haïti Liberté* received. Witnesses and *Haïti Liberté* reporters were too frightened to take photographs or video of the dumping ground, out of fear they would end up in it, but word of the killing field soon spread and the dumping there was stopped.

This spring, the *Viv Ansanm* released another drone video of a young man emerging from a police vehicle in which he was apparently being held. As he walked away from the car, the cops shot him in the back from the vehicle, killing him.

On Jun. 29, in a long on-line recording, Jeff "Gwo Lwa" Larose of the *Viv Ansanm* affiliate in Canaan, condemned the PNH for indiscriminately gunning down residents of his neighborhood and other communities. The victims included market women and innocent pedestrians walking along the roads, he said. He claimed the cops were wantonly sowing terror in many poor neighborhoods.

In a declaration the same day, Haitian journalist Ralph Laurent of "Tele Live Tanbou Verite A" said:

"Before the Kenyan mercenaries arrived in the land of Jean-Jacques Dessalines this month, a bunch of foreign and local mercenaries spent more than three months murdering young women and young men in our various neighborhoods, accusing them of being 'gang members.' Remember, if your National ID card is marked Delmas 2, Delmas 4, Delmas 6 until at least Delmas 24, UTAG-10 [the PNH's Anti-Gang Unit] and other mercenaries condemn you to death. After they kill you, they stuff you inside their tank.

If you are a woman, they rape you before they shoot you, and they do this even if you are a man because they have gays among them too. After that, they smash your head and burn your body. When UTAG-10 eats us like this, the police already have several media lined up to say that we are criminals … and also to make us believe that *Viv Ansanm* murdered us.

For example: A UTAG-10 armored car and other invisible mercenaries shot at a public transportation bus last month in the Fontamara area. At least six passengers died on the spot. Although there were among the victims some who filmed the scene on the spot and confirmed that it was a [PNH] armored car that carried out the massacre, just like Delmas 60, 95 and 103, *Radio Tele Métronome*, which I always respect, declared that it was the *Viv Ansanm* thugs who fired on the bus and killed the passengers…

Popular neighborhood people, my message to you, … is that the criminal mercenaries of Kenya and [the PNH] UTAG-10… will massacre outside of your neighborhoods… Don't let the Kenyan mercenaries and PNH criminals who are armed tools of the embassies in [Haiti] destroy our bodies… Let the world see that the plan was indeed a genocide in our neighborhoods…"

On Sep. 30, 2024, a UN panel of experts presented their report to the UN Security Council in which they stated that in only three months, from Jan. 1 to Mar. 31, 2024, "590 civilians unrelated to gangs were killed or injured during police operations against gangs. There have been also reports of extrajudicial executions by police officers in the areas of Cité Soleil, Drouillard, and Vincent in the commune of Port-au-Prince."

Meanwhile, the PNH Inspector General has "opened 23 investigations of alleged human rights violations committed by the police, [but] so far none of those cases have been concluded."

As Jake Johnston, a researcher specializing on Haiti at the Center for Economic and Policy Research (CEPR) noted in an Oct. 31 tweet: "Lost amid the focus on combating Haiti's armed groups has been the increase in extrajudicial killings by police."

The PNH is trained and funded by the U.S., which has sent numerous tactical and armored vehicles, including the one the killer cop rode inside. Just five days before the killing took place, the U.S. delivered its most recent shipment of armored personnel carriers, which was sent to support the MSS troops.

Today's video dramatically shows the terrible and arbitrary carnage being unleashed through "extrajudicial killings" and cold-blooded murder against Haitian civilians by the very "forces of order" which claim to be protecting their lives and security.

LES BRICS GRANDISSENT
PAYS PARTENAIRES A



Le dernier sommet des BRICS s'est tenu à Kazan, Russie, en octobre 2024

Par Ben Norton

Le dernier sommet des BRICS s'est tenu à Kazan, Russie, en octobre 2024. L'organisation compte quatre nouveaux membres et accueillent treize pays partenaires. Ben Norton explique tout ce qu'il faut retenir de cette réunion historique.

Organisation menée par le Sud global, les BRICS se développent. De plus en plus de pays adhèrent à l'objectif du groupe : construire un monde multipolaire, avec des institutions économiques alternatives plus représentatives et démocratiques, non dominées par les puissances occidentales.

Les BRICS ont tenu un sommet à Kazan, en Russie, en octobre 2024, au cours duquel 13 nouvelles « nations partenaires » ont été acceptées.

Lors de cette réunion historique, le président chinois Xi Jinping a qualifié les BRICS d'« avant-garde pour faire avancer la réforme de la gouvernance mondiale » ainsi que la « réforme de l'architecture financière internationale ».

Le président bolivien de gauche Luis Arce a affirmé que « le bouclier des BRICS et de la multipolarité » peut protéger les nations anciennement colonisées, en les aidant à résister à « l'unipolarité occidentale et à la tyrannie du dollar ».

L'organisation a d'abord vu le jour en 2009 sous le nom de BRIC avec le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. L'Afrique du Sud l'a ensuite rejointe en 2010, transformant le groupe en BRICS.

Lors du sommet de 2023 à Johannesburg, en Afrique du Sud, plusieurs autres membres ont été invités à se joindre à l'organisation.

En octobre 2024, les BRICS comptent neuf membres et 13 pays partenaires:

Cinq membres fondateurs (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud)

Quatre nouveaux membres invités en août 2023 et officiellement admis en janvier 2024 (Égypte, Éthiopie, Iran, Émirats arabes unis)

Treize pays partenaires acceptés en octobre 2024 (Algérie, Biélorussie, Bolivie, Cuba, Indonésie, Kazakhstan, Malaisie, Nigeria, Thaïlande, Turquie, Ouganda, Ouzbékistan, Vietnam)

L'expansion des BRICS a fait de ce groupe une puissance géopolitique et économique encore plus importante.

Ensemble, les neuf membres des BRICS représentent plus d'un tiers du PIB mondial (mesuré en parité de pouvoir d'achat). Ils comptent plus de 40 % de la population de la planète et représentent environ 30 % de la production mondiale de pétrole.

En revanche, les pays du G7 représentent moins de 10 % de la population mondiale et moins de 30 % du PIB (en parité de pouvoir d'achat). De plus, leur part dans l'économie mondiale diminue au fil du temps, alors que celle des BRICS augmente.



Poutine et Maduro

Quatre nouveaux membres, mais pas d'Argentine ni d'Arabie saoudite

Plus de 30 pays ont participé au sommet de Kazan, du 22 au 24 octobre. Il s'agissait de la première réunion avec les quatre nouveaux membres des BRICS.

Le président russe Vladimir Poutine, le président chinois Xi Jinping, le Premier ministre indien Narendra Modi et le président sud-africain Cyril Ramaphosa se sont joints au sommet, de même que le président égyptien Abdel Fattah el-Sisi, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, le président iranien Masoud Pezeshkian et le président des Émirats arabes unis Mohamed bin Zayed. Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, était également présent.

Lors du sommet de Johannesburg de 2023, six pays avaient été invités à rejoindre l'organisation, mais deux ne sont pas allés au bout : l'Argentine et l'Arabie saoudite.

À l'époque, l'Argentine avait un gouvernement de centre-gauche, dirigé par le président Alberto Fernández et la vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner. Ils avaient accepté avec enthousiasme l'offre de rejoindre les BRICS en août 2023.

Toutefois, les pays invités n'ont été acceptés officiellement qu'en janvier 2024. Entretemps, le candidat d'extrême droite Javier Milei devenait président de l'Argentine en décembre 2023. Et il a immédiatement annulé le projet d'adhésion aux BRICS. Milei a condamné l'organisation en déclarant : « *Notre alignement géopolitique se fait avec les États-Unis et Israël[...]. Nous n'allons pas nous aligner sur les communistes* ».

Contrairement à l'Argentine, l'Arabie saoudite a adopté une position ambiguë. Riyad n'a pas officiellement accepté l'invitation, mais n'a pas non plus rejeté l'offre. Le dirigeant de facto du royaume, le prince héritier Mohammed bin Salman (connu sous le nom de MbS), n'a pas assisté au sommet de Kazan. Le ministre saoudien des Affaires étrangères Faisal bin Farhan y a participé à sa place.

Les détracteurs occidentaux des BRICS cherchent à provoquer la désunion au sein du groupe. Ils ont exploité le rejet de l'Argentine et l'indécision de l'Arabie saoudite afin de dépeindre l'organisation comme fragmentée.

La création du statut de partenaire lors du sommet de Kazan était apparemment un moyen pour les BRICS d'éviter que ces conflits ne se reproduisent à l'avenir. Si un gouvernement souhaite rejoindre l'organisation, il doit d'abord être accepté en tant que « partenaire » pendant un certain temps avant d'être intégré en tant que membre. (Ce processus est similaire à celui de l'Organisation de coopération de Shanghai, dont la Chine, la Russie, l'Inde et l'Iran sont également membres).

C'est sans doute pourquoi le gouvernement russe a annoncé qu'il y avait 13 nouvelles nations partenaires sans les identifier lors du sommet de Kazan. Ce sont des journalistes des pays membres des BRICS qui ont rendu publique la liste des partenaires, en citant des sources diplomatiques internes.

La Chine et l'Inde résolvent leur conflit frontalier

Le point fort du sommet de Kazan a été la discussion des plans de transformation du système monétaire et financier international, sur la base d'un rapport publié par la banque centrale et le ministère des Finances de Russie en sa qualité de présidente des BRICS en 2024.

L'un des événements les plus importants s'est toutefois produit avant le début officiel du sommet. À Kazan, la Chine et l'Inde ont signé un accord historique, réglant un différend frontalier qui durait depuis quatre ans.

En marge du sommet des BRICS, le président Xi et le Premier ministre Modi ont également tenu leur première réunion bilatérale depuis cinq ans.

La Russie, qui entretient de bonnes relations avec la Chine et l'Inde, a joué un rôle de médiateur et de promoteur de coopération entre les deux nations, et semble avoir réussi à encourager une unité plus profonde au sein des BRICS.

En mai 2024, Pékin a envoyé son ambassadeur à New Delhi pour la première fois en 18 mois, signe d'une amélioration des relations.

Les États-Unis, en revanche, ont cherché à courtiser l'Inde et à exploiter ses différences avec la Chine, exacerbant les tensions pour tenter d'isoler Pékin et de diviser les BRICS.

Les médias occidentaux ont également tenté d'attiser les conflits au sein des BRICS.

La gauche latino fustige le Brésil qui bloque le Venezuela

Alors que la Chine et l'Inde soignaient leurs relations, le Brésil a déclenché un scandale lors du sommet de Kazan.

Le président brésilien Lula da Silva n'a pas participé à la réunion. Prétextant une blessure qui l'empêchait de voyager, il a envoyé le ministre brésilien des Affaires étrangères, Mauro Vieira.

Bien que Lula n'ait pas été physiquement présent, son gouvernement a empêché le Venezuela d'être accepté comme pays partenaire des BRICS.

Cela a provoqué de vives critiques à l'encontre de Lula au sein de la gauche latino-américaine, qui l'a accusé de saper les BRICS, de diviser davantage la région et même de prendre la position de l'ancien dirigeant d'extrême droite du Brésil, Jair Bolsonaro.

Le président vénézuélien Nicolás Maduro a publiquement critiqué le Brésil, déclarant que son veto au statut de partenaire des BRICS « constitue un acte d'agression contre le Venezuela et un geste hostile ».

Les autres membres des BRICS avaient soutenu le statut de partenaire du Venezuela. Contrairement à Lula, Maduro s'est rendu en Russie pour le sommet. A Kazan, le président vénézuélien a eu des réunions amicales avec d'autres dirigeants des BRICS et des représentants de plus de 30 pays.



Deux leaders des BRICS Xi Jinping et Vladimir Poutine. Lors de cette réunion historique, le président chinois Xi Jinping a qualifié les BRICS d'« avant-garde pour faire avancer la réforme de la gouvernance mondiale »

Le scandale a conduit la Russie à dénoncer le tour de passe-passe diplomatique du Brésil. *« Nous connaissons la position du Brésil, nous ne sommes pas d'accord »*, a déclaré Poutine lors d'une conférence de presse. *« Le Venezuela lutte pour sa survie »*, a ajouté le dirigeant russe, faisant référence aux tentatives constantes de coup d'État menées par les États-Unis contre le gouvernement du président Maduro.

Poutine a révélé que Lula lui avait demandé de parler à Maduro. « *J'espère que la situation sera résolue* », a déclaré le président russe.

La déclaration de Kazan

Les membres des BRICS ont signé une longue déclaration commune le 23 octobre. La déclaration de Kazan appelle à « *la promotion de la paix, d'un ordre international plus représentatif et plus juste, d'un système multilatéral revigoré et réformé, d'un développement durable*

ET ACCUEILLENT TREIZE
U SOMMET DE KAZAN



Les BRICS ont tenu un sommet à Kazan, en Russie, en octobre 2024, au cours duquel 13 nouvelles « nations partenaires » ont été acceptées.

et d'une croissance inclusive ».

Les BRICS recherchent « un ordre mondial multipolaire plus équitable, plus juste, plus démocratique et plus équilibré », selon la déclaration, qui affirme que « la multipolarité peut accroître les opportunités pour les EMDC [marchés émergents et pays en développement] de libérer leur potentiel constructif et de bénéficier d'une mondialisation et d'une coopération économiques universellement bénéfiques, inclusives et équitables ».

Contrairement au concept nébuleux d' « ordre international fondé sur des règles » promu par l'Occident, la déclaration de Kazan souligne « le rôle central des Nations unies dans le système international » et le droit international.

Néanmoins, la déclaration réaffirme « le soutien à une réforme globale des Nations Unies, y compris de son Conseil de sécurité », soulignant « la nécessité urgente de parvenir rapidement à une représentation géographique équitable et inclusive dans la composition du personnel du Secrétariat des Nations Unies et d'autres organisations internationales », avec « une participation plus importante et plus significative des EMCD et des pays les moins avancés, en particulier en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans les processus et les structures de prise de décision au niveau mondial ».

La déclaration de Kazan appelle « *à la réforme des institutions de Bretton Woods, qui comprendrait une représentation accrue des EMCD aux postes de direction afin de refléter la contribution des EMCD à l'économie mondiale », et reconnaît « le rôle crucial des BRICS dans le processus d'amélioration du système monétaire et financier international (SMFI) ».*

La déclaration condamne à plusieurs reprises « l'effet perturbateur des mesures coercitives unilatérales illégales, y compris les sanctions illégales, sur l'économie mondiale » et exige leur abrogation.

Les membres des BRICS ont également critiqué la guerre menée par Israël à Gaza et au Liban et ont réaffirmé leur « soutien à l'adhésion à part entière de l'État de Palestine aux Nations unies », y compris « la création d'un État de Palestine souverain, indépendant et viable, conformément aux frontières internationalement reconnues de juin 1967 ».

La déclaration de Kazan a également condamné l'occupation militaire illégale de la Syrie par les États-Unis et les attaques d'Israël contre l'Iran.



Ce qu'en disent les dirigeants au sommet de Kazan

Lors du sommet de Kazan, le président chinois Xi a insisté sur le fait que « nous devons travailler ensemble pour faire des BRICS un canal essentiel pour renforcer la solidarité et la coopération entre les nations du Sud d'une part, et une avant-garde pour faire avancer la réforme de la gouvernance mondiale d'autre part ».

Xi a appelé à la paix à Gaza et au Liban, déclarant : « Nous devons promouvoir un cessez-le-feu immédiat et mettre fin aux tueries. Nous devons déployer des efforts inlassables en vue d'une résolution globale, juste et durable de la question palestinienne ».

« À la lumière de la montée du Sud global, nous devrions répondre favorablement aux appels de divers pays à rejoindre les BRICS », a ajouté le dirigeant chinois, affirmant que "la réforme de l'architecture financière internationale [était] d'autant plus urgente" et que "les pays des BRICS devraient jouer un rôle de premier plan dans cette réforme".

Dans le même ordre d'idées, Poutine a encouragé le remplacement du système de Bretton Woods, centré sur le dollar américain. « Il est évident que la prochaine vague de croissance économique mondiale naîtra dans les pays de la majorité mondiale », a déclaré le dirigeant russe. *« Le moment est donc venu de discuter de l'idée de créer notre propre plateforme pour libérer le potentiel de nos économies en croissance ».*

Poutine a déploré que la transition vers un monde plus multipolaire « ne se fasse pas sans heurts. Son développement est retardé par des forces habituées à penser et à agir dans une logique de domination de tout et de tous ».

Le nouveau président iranien Masoud Pezeshkian était également présent au sommet de Kazan, où il a exprimé son soutien enthousiaste aux projets des BRICS visant à construire un système financier plus multipolaire. *« Nous ne devons pas continuer à dépendre des systèmes de paiement occidentaux. C'est une grande menace »,* a averti Pezeshkian qui a appelé à la mise en place de "possibilités alternatives".

« L'Iran fera tout pour que le groupe des BRICS parvienne à promouvoir la réforme de la structure de la gestion économique mondiale et à créer des possibilités alternatives pour les pays du Sud », a déclaré le dirigeant iranien.

Le président bolivien de gauche, Luis Arce, était également présent au sommet de Kazan. Annonçant avec fierté que la nation sud-américaine avait été acceptée comme pays partenaire, Arce a déclaré que les BRICS « font progresser chaque jour la consolidation d'un nouveau monde multipolaire ».

« Avec le soutien du bloc des BRICS, nous pouvons faire avancer la transformation de l'économie et de la gouvernance mondiale, afin de renforcer la réalisation d'un développement commun et mutuellement bénéfique », a déclaré le dirigeant bolivien.

« Cette réunion à Kazan marquera un nouveau moment dans l'Histoire, au cours duquel les peuples et les nations historiquement soumis s'aligneront derrière le bouclier des BRICS et de la multipolarité », a poursuivi Arce. *« Nous réaliserons nos aspirations nationales et nos processus de développement en développant nos territoires, sans ingérence d'aucune sorte, avec autodétermination, en reprenant les places institutionnelles que l'Occident nous a empêchées d'utiliser ».*

Le président bolivien a souligné que les BRICS aideront les pays du Sud à atteindre « la justice avec nos peuples », dans leur lutte contre « *l'unipolarité occidentale et la tyrannie du dollar ».*

Geopolitical Economy
26 octobre 2024
Traduit de l'anglais par GL
Investig'Action 29 octobre 2024



La déclaration de Kazan appelle à « la promotion de la paix, d'un ordre international plus représentatif et plus juste, d'un système multilatéral revigoré et réformé, d'un développement durable et d'une croissance inclusive ».

La gauche désarmée



La gauche doit-elle rejeter la possibilité du recours à la lutte armée lorsqu'il ne reste plus aucune autre possibilité de règlement pacifique ?

Par Txema García Paredes*

Nous ne vivons plus seulement à une époque de dégradation éthique et de principes, mais aussi d'un affaiblissement idéologique lamentable. Il semble que les lumières qui ont si longtemps éclairé une gauche ferme dans ses convictions et avec un sens clair de la défense de la dignité et de la justice se soient éteintes.

Il faut le dire haut et fort. La soi-disant gauche, en général et à des degrés très divers, semble tomber de plus en plus dans le piège tendu par le capitalisme rampant au niveau planétaire. Elle joue sur son terrain et selon ses règles, celles imposées par le capitalisme lui-même. Et ainsi, il est impossible de gagner. Et elle le fait avec un arbitre acheté dans ce grand stade aux petites lumières qu'ils ont construit appelé «Démocratie» à travers un système parlementaire basé sur la délégation du vote, sur le «comporte-toi bien et reste à la maison» et «ne me dérange plus pendant quatre ans» où tu peux revenir voter pour que tout reste pratiquement pareil.

L'histoire de l'humanité a été remplie de luttes pour obtenir une société plus juste, un monde meilleur. Et au sein de ces luttes, on trouve tous les processus révolutionnaires ou de transformation sociale profonde qui ont été traversés par des affrontements dans lesquels la violence armée a été pratiquée par tous les agents impliqués, tant les classes puissantes et dominantes qui, avec l'aide des appareils d'État, exercent le monopole exclusif de l'usage de la force pour continuer à maintenir leurs propres privilèges, que ceux qui résistent et combattent la violence structurelle existante.

N'existe-t-il pas une violence structurelle et permanente aujourd'hui, même plus que celle que nous avons connue dans le passé ? N'est-ce pas de la violence celle exercée par les transnationales qui se placent au-dessus des États ? Et celle du complexe militaro-industriel, et celle de l'oligopole énergétique, et celle des laboratoires, et celle des méga-entreprises numériques qui portent le drapeau de l'ère cybernétique... ?

Mais il n'est même pas nécessaire qu'il s'agisse de processus de lutte révolutionnaire ou de transformation sociale pour que cette agression armée structurelle des principales puissances et des groupes les plus puissants apparaisse de manière sauvage. À ce jour, il existe 56 guerres actives au niveau mondial. La grande majorité d'entre elles ont pour toile de fond la cupidité dans l'obtention des ressources naturelles que gardent des pays et des peuples qui, soit ne peuvent pas se défendre contre cette agression, soit leurs populations sont utilisées comme chair à canon pour s'affronter entre eux, tandis que d'autres en tirent les bénéfices.

Alors, de quoi parlons-nous ? Eh bien, en premier lieu, de quelque chose d'aussi basique que le fait qu'il n'y a aucune architecture politique ni aucune institution sur cette planète (les Nations Unies ont déjà donné amplement la preuve de leur non-pertinence et de leur incapacité) capable de canaliser et de résoudre les conflits sans recourir à la violence. Et, comme corollaire à cette situation, d'une question aussi basique que nécessaire et qui disparaît de l'horizon émancipateur : La gauche doit-elle rejeter la possibilité du recours à la lutte armée lorsqu'il ne reste plus aucune autre possibilité de règlement pacifique ?

Et il faut dire que la gauche mondiale, en général, renonce à ce que la «résistance armée» puisse être utilisée comme forme de défense, voire à la «comprendre», sous peine d'être accusée de «connivence» avec le «terrorisme». Et ce qui se passe à Gaza est très illustratif à cet égard.

Carlos Varea, professeur à l'Université Autonome de Madrid et membre éminent du Comité de Solidarité avec la Cause Arabe (CSCA) et coordinateur de la CELSI (Campagne Nationale pour la Levée des sanctions contre l'Irak) dans les années 1990 et jusqu'en 2004, considère que le panorama régional et international a beaucoup changé au cours de ces deux dernières décennies. «Le problème concret de la Palestine, de Gaza, est qu'il y a des références de lutte armée qui ont changé le profil du militantisme classique et, peut-être, c'est la raison pour laquelle la gauche ne s'identifie pas à des références déterminées, qui sont maintenant des courants principalement islamistes. Au-delà de cela, je crois aussi qu'il y a une autre évaluation liée à la réponse absolument disproportionnée d'Israël face à l'action du Hamas en octobre, dans laquelle ils mettent en marche ce processus d'attaque génocidaire contre Gaza qui fait qu'on ne considère pas que la réponse armée aura toujours une réplique de la part d'Israël écrasante pour la population palestinienne. Je n'ai pas une vision claire de l'action du Hamas en octobre, pour moi cette organisation n'est pas une référence de résistance politique, peut-être parce que j'appartiens à une autre génération mais, en tout cas, ce qu'on ne peut pas éradiquer du débat, c'est le droit à la résistance armée. Une autre question est d'évaluer si la réponse d'Israël à l'attaque du Hamas était mesurée. Et ce qui me préoccupe fondamentalement, ce n'est pas le droit du peuple palestinien à résister, mais la capacité que peuvent avoir les organisations, dans ce cas armées ou politico-militaires comme le Hamas, de gérer l'avalanche militaire et génocidaire que subit la population, c'est-à-dire la gestion de la crise postérieure. C'est ce qui me préoccupe, non pas remettre en question le droit à la résistance armée, mais évaluer si les organisations armées palestiniennes sont capables de protéger leur propre population».

Le génocide à Gaza sera-t-il peut-être un point d'inflexion qui déterminera dans la pratique une capitulation de la gauche sur des principes fondamentaux, comme celui du droit légitime à la défense et à la résistance armée ? «Je crois qu'on ne doit pas y renoncer car cela fait partie de la lutte anticoloniale, c'est quelque chose qui s'inscrit dans le cadre d'un héritage encore en vigueur de domination coloniale. C'est de là que nous venons. Il est toujours très confortable de parler depuis le fauteuil de nos maisons de ce que doivent faire ou non les Palestiniens, mais le principe du droit à la résistance armée est inviolable, en ce sens il est reconnu comme légitime par des organismes internationaux, même par les Nations Unies elles-mêmes. Ce qui se passe, c'est que le peuple palestinien a essayé de nombreuses formules de résistance militaire, mais aussi de caractère plus pacifique, comme l'ont été les Intifadas, un essai de substituer à la résistance armée traditionnelle qui avait échoué, qui avait été vaincue par des mobilisations populaires et réellement et maintenant, ce que nous trouvons, vu de l'extérieur, c'est que nous sommes dans une terrible impasse, parce que toute action militaire, qui sont généralement très symboliques comme le lancement de roquettes qui provoquent à peine des dommages matériels, parfois symboliques, obtient une réponse très démesurée, qui ne laisse aucune marge de manœuvre, surtout si on la compare aux terribles actions que commettent régulièrement tant l'armée israélienne que les colons contre une population palestinienne sans défense».

Pour Varea, une bonne partie de la gauche organisée «fait un usage instrumental de la question palestinienne, de ce qui se passe à Gaza. Et on l'utilise comme une brique qu'on se lance à la tête les unes les autres formations pour revendiquer ou pour utiliser la souffrance du peuple palestinien. Il y a beaucoup de sectarisme avec cela entre les organisations politiques, quelque chose qui contraste avec le fait que l'immense majorité de la population dans l'État espagnol est pro-palestinienne et que, pour peu qu'on l'encourage à se manifester sous des slogans simples et directs, elle le fera. J'insiste, je crois que le problème de la gauche, en général, est qu'elle fait un usage partisan de ce drame du génocide à Gaza et qu'on ne mobilise pas la population. À Madrid, par exemple, on a convoqué des manifestations différentes lors de week-ends consécutifs et je continue à penser que les gens ne se mobilisent pas pour un slogan concret ou pour la petite lettre d'un communiqué mais pour ce qu'ils voient à la télé, qui est si épouvantable, qu'il pourrait susciter des mobilisations massives. Regarde Londres ou les États-Unis qui donnent une leçon de convocations unitaires...».

Ensuite, il y a la grande hypocrisie qu'on vit au quotidien. Alors que l'Ukraine a le droit de se défendre face à l'agression armée de la Russie, le peuple palestinien, en revanche, ne l'a pas par rapport à l'agression israélienne. Pour quelle raison ? N'est-ce pas là deux poids deux mesures bien distincts ? De plus, si la résistance armée palestinienne le fait, ce sont directement des «terroristes». Mais si c'est l'armée israélienne qui le fait, sur ordre de son gouvernement sioniste, on considère cela comme de la «légitime défense». «C'est évident. Moi, par ma tradition personnelle et politique, je ne suis pas du tout pro-russe, encore moins en faveur de Poutine ; tout le contraire. Et je crois qu'une partie de notre gauche laisse tout de suite voir le bout de l'oreille d'un vieil impérialisme soviétique stalinien que Poutine hérite et puis il y a aussi cet alignement de certains avec l'Iran qui, pour moi, n'est pas du tout une référence. Mais il est évident qu'il y a deux poids deux mesures, sans aucun doute.

Le passé semble effacé d'un trait de plume. Qui a résisté à l'assaut du fascisme en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale ? N'étaient-ce pas des miliciens les armes à la main ? Allons-nous effacer d'un trait de plume tout ce qu'ont signifié les luttes des miliciens, des maquis, des résistants, des guérilleros... ?

On change les rôles historiques qui caractérisaient la gauche et tout indique qu'elle l'accepte. Tout au nom de la «Démocratie». De ces «Démocraties» qui continuent à vendre (ou à acheter) des armes à Israël ou à commercer avec cet État pour qu'il continue à perpétrer contre le peuple palestinien un holocauste même télévisé.

Les questions sont simples mais nous interpellent dans de multiples directions : Où reste le droit de se défendre quand on vous massacre ? Qui accorde les titres de victimes et de bourreaux ? Permettons-nous que les règles du jeu dans ce nouvel ordre mondial soient fixées par les puissants ou les exploités ? Dans quelle situation restent alors les luttes de nombreux peuples ou secteurs de la population qui se voient absolument écrasés par ceux qui exercent de manière autoritaire le monopole de la force pour faire face à des réclamations et des revendications légitimes ? Quelles conséquences va avoir cette dérive idéologique, cet abandon de cette référence à la nécessité de défense légitime face aux agressions armées ?

Carlos Varea pointe dans cette ligne que «il y a des essais de résistance armée en Cisjordanie non alignés avec les organisations traditionnelles palestiniennes ni avec l'autorité palestinienne, ni avec le Hamas ni avec les islamistes, et qui sont limités, mais très intéressants à suivre. Et tout cela à un moment où la déstructuration sociale et les niveaux d'agression sociale font que les limites de la survie pour ces peuples sont de plus en plus étroites et que leur capacité à répondre ou à affronter ce qui se passe face à l'agression israélienne se réduise pratiquement à se maintenir comme peuple dans le sens de s'identifier comme Palestiniens».

Avec des Nations Unies totalement inopérantes, avec des tribunaux internationaux de justice sans aucune capacité d'action effective, avec les principales puissances du Premier Monde en faveur de l'agresseur israélien, avec des pays arabes qui ont abandonné le peuple palestinien au-delà d'un certain posturisme politique intéressé... qu'attend la gauche mondiale que fassent les Palestiniens ? Ne pas se défendre ? Se rendre ? Se laisser massacrer ? Contempler stoïquement leur propre fin ?

« *L'espoir, je crois qu'il provient non pas de chercher des interlocuteurs politiques en Palestine ou ailleurs mais de récupérer la conscience que c'est la capacité de résistance de la population, quand on pourra récupérer ou normaliser minimalement la situation, qui nous donnera à nouveau une référence pour les soutenir et être solidaires avec eux. Et je crois aussi que dans la gauche, comme cela s'est produit dans de nombreux autres processus, nous péchons par une sorte de donner des leçons aux Palestiniens sur la façon dont ils doivent affronter la situation... Moi, je n'ai plus la capacité de l'évaluer politiquement...* ».

À force de céder dans la pratique, la gauche mondiale est en train de capituler non seulement sur des concepts mais sur des principes fondamentaux. Et c'est le début d'une défaite politique et idéologique totale. Elle a avalé la couleuvre d'une paix, dont le sens est bien différent selon qui tient la poêle par le manche, c'est-à-dire la technologie militaire suffisante pour écraser l'adversaire.

Tout cela n'a pas seulement à voir avec un problème qui atteint son expression maximale maintenant dans ce camp de concentration où on a enfermé la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie. Non, c'est quelque chose de beaucoup plus global. Cela a à voir avec une disposition idéologique qui, au nom d'un prétendu pacifisme, a fini par désarmer jusqu'au discours de la gauche mondiale elle-même. Peut-être faut-il commencer à changer l'histoire de David et Goliath parce que nous avons condamné le premier à l'impuissance totale.

***Txema García Paredes** est un journaliste et écrivain espagnol. Il est titulaire d'une licence en Sciences de l'Information de l'Université du Pays Basque (UPVEHU). En plus de son travail journalistique, il est également auteur de plusieurs livres. Parmi ses œuvres publiées, on peut citer Lava y ceniza (Lave et cendres) et Miradas en torno al procés (Regards sur le processus). Il est membre de la plateforme Guggenheim Urdaibai STOP.

Globalter
Traduction Bernard Tornare
8 Novembre 2024

Le coup de poignard dans le dos de Lula au Venezuela est censé précéder une nouvelle escalade de la guerre impériale Préparez-vous à riposter.



Blinken et le traitre Lula

Par Rainer Shea

Alors que l'impérialisme et le fascisme s'autodétruisent, ils se déchaînent et vont bientôt devenir encore plus agressifs qu'ils ne le sont déjà. Et certains acteurs, comme le président brésilien Lula, participent à cet assaut tout en se présentant comme des alliés de la justice. Cette semaine, le gouvernement brésilien a empêché le Venezuela de rejoindre le groupe économique BRICS, allant à l'encontre des souhaits de la Russie et des autres États véritablement anti-impérialistes.

Cette trahison n'a pas seulement permis à Washington de continuer à étrangler économiquement le peuple vénézuélien ; elle a également prolongé la durée de vie de la machine à massacrer industrielle sioniste en Palestine. La leçon à tirer de tout cela est que les BRICS, bien qu'ils méritent absolument d'être soutenus, ne sont pas seuls capables de vaincre la bête impériale ; l'aspect économique n'est qu'un front dans cette lutte, qui nécessite également une résistance militaire. C'est ce que des forces comme la Russie ont compris.

Maintenant que la faction de Lula au sein des BRICS a révélé son programme capitulationniste et obstructionniste, nous devons adopter une attitude qui va à l'encontre du pacifisme que cette faction représente. Nombreux sont ceux qui ont été trompés avec succès en croyant que Lula était une source d'espoir, mais les contradictions de cette pensée sont désormais exposées au grand jour. Les forces anti-impérialistes ne peuvent pas triompher en faisant confiance à des dirigeants qui se sont montrés compromis ; la logique selon laquelle des personnalités comme Lula fonctionnent, selon laquelle on peut soi-disant construire une économie séparée de celle des États-Unis tout en les apaisant, s'effondre dans la pratique. Les BRICS continueront de se renforcer, mais ce sera malgré le capitulationnisme du Brésil, et non à cause de lui ; ce sont des membres résolument anti-américains comme la Chine, la Russie et l'Iran qui le font avancer.

Ces pays sont aussi ceux qui ont apporté une aide matérielle à la lutte palestinienne ; ils ont accueilli des négociations pour l'unité de la Palestine et ont soutenu militairement la résistance. De nombreux acteurs du camp de l'empire affirment soutenir la Palestine, mais leur « soutien » est totalement creux. Les démocrates, les Saoudiens, Erdogan et le roi de Jordanie ont tous affirmé qu'ils étaient contre le génocide. Pourtant, comme eux, Lula et sa faction politique fournissent une aide cruciale au massacre de masse. Quelle que soit la force de ses propos lorsqu'il dénonce l'extermination des Palestiniens, il a agi pour saboter la lutte contre la domination de Washington, ce qui équivaut à prolonger le massacre de Gaza.

Plus l'empire perdure, plus le sionisme perdure, ce qui rend la trahison du Brésil d'autant plus odieuse. Le prix à payer pour ce revers est la perte de plus d'âmes, en Palestine et ailleurs. Nous devons garder cette réalité à l'esprit alors que l'hégémonie tente d'étendre la destruction à une nouvelle grande guerre, avec comme prochain adversaire préféré de l'empire la Chine.

L'aile dominante de notre classe dirigeante aux États-Unis a pour objectif d'installer sa candidate favorite, Kamala Harris, et de faire avancer le même projet de déstabilisation que celui poursuivi par Hillary Clinton. Si les élections tournent dans l'autre sens, notre État profond mettra en œuvre un plan pour pousser Trump dans la même direction ; le facteur le plus important est l'équilibre des forces, qui n'est pas encore suffisamment en notre faveur. Pas assez pour empêcher des choses comme les génocides perpétrés par « Israël », ou pour traduire les auteurs de ces crimes en justice.

Les guerres par procuration de Washington ont échoué et la Chine continue d'affaiblir son emprise économique, mais cette semaine a montré que l'empire conserve d'importants atouts. En plus de Lula, il dispose de Modi, qui a opposé son veto à l'entrée du Pakistan et de la Turquie dans les BRICS. La Russie et la Chine restent les forces les plus puissantes au sein des BRICS, il ne faut pas l'oublier ; l'importance de la présence du Brésil et de l'Inde à ses côtés pour Washington est que cela permet à l'hégémon d'être mieux placé pour faire plus de dégâts.

Ces dégâts ne suffiront pas à vaincre la Chine, ni l'autre grand adversaire de l'empire, l'Iran. Les manœuvres militaires à venir se retourneront certainement contre les impérialistes, comme elles se sont retournées contre eux lorsqu'ils ont choisi de se battre contre la Russie. Le danger réside dans le nombre de vies que l'hégémonie pourrait prendre lors de son effondrement. Il ne fait aucun doute que le front uni anti-impérialiste sera capable de soumettre l'hégémonie, mais dans leurs tentatives désespérées de survivre, les agresseurs espèrent provoquer une catastrophe plus grande que la Seconde Guerre mondiale. Ils sont déjà en place pour tuer des centaines de milliers de personnes supplémentaires en Palestine, bien que le Hamas ait fait en sorte que le plan de colonisation de Gaza ne soit pas mis en œuvre.

Le principal facteur susceptible d'augmenter le nombre de morts est l'action des traîtres. Pas seulement Lula, qui est facilement reconnu comme un faux allié, mais aussi les nombreux acteurs politiques du monde entier qui promeuvent une version du « communisme » compatible avec l'impérialisme.

Parmi ces acteurs figurent les nombreux partis communistes qui se sont opposés à l'opération russe visant à sauver le Donbass du nettoyage ethnique . Les opportunistes dogmatiques du KKE grec, les pan-gauchistes du PSL américain , les PC européens qui agissent en tant que partis sociaux-démocrates, les PC du monde entier qui adhèrent à une vision trotskiste de la géopolitique, tous ont abandonné le peuple du Donbass en vilipendant l'action russe. Ces forces demeurent un problème, car elles ont le potentiel de conduire les partisans de la Palestine dans une direction fondamentalement compatible avec l'impérialisme. Elles sont cependant contestées par les partis communistes qui ont pour principe l'anti-impérialisme. Et en fin de compte, les éléments de principe l'emporteront contre les partis opportunistes, comme les bolcheviks ont vaincu les opportunistes de la Deuxième Internationale.

Pour l'emporter, nous devons cependant éviter l'erreur sous-jacente qui est à l'origine de tout cet opportunisme et de cet idéalisme récents : l'erreur de la pensée mécaniste, qui suppose que la lutte doit se dérouler selon une formule fixe. Lorsque les gauchistes ont cru que Lula était digne de confiance, malgré son passé d'occupation militaire d'Haïti pour le compte de Washington, cette confiance injustifiée est venue d'un état d'esprit qui considérait cette lutte comme une ligne droite. Les BRICS ne peuvent certainement pas inclure des acteurs qui cèdent à la pression américaine ; nous pouvons certainement compter sur le processus de transition multipolaire pour s'achever sans prendre de nouvelles mesures. C'est le genre d'attitude passive qui est beaucoup trop répandue à notre époque de consommation de fandom sur les réseaux sociaux. L'ennemi impérial ne va pas arrêter sa violence à cause des seules actions des BRICS ; la résistance physique est indispensable, c'est pourquoi des pays comme la Russie et l'Iran se sont engagés à cette résistance.

L'empire va-t-il déclencher sa nouvelle grande guerre d'ici la fin de l'année ? Si c'est le cas, l'Iran sera en mesure de paralyser gravement la machine de guerre américaine. La Chine et la RPDC seront également prêtes à soumettre l'hégémonie, que la Russie et l'Axe de la Résistance ont déjà considérablement affaiblie. Le capital financier monopoliste intensifiera donc sa guerre contre le peuple américain lui-même, en utilisant les élections comme une opportunité pour provoquer de nouveaux événements du 6 janvier et réprimer la contestation.

Rien de tout cela ne peut inverser le déclin du dollar. Malgré les sabotages du Brésil et de l'Inde, les BRICS vont continuer à consolider leurs progrès ; Cuba et la Bolivie viennent de les rejoindre, et les BRICS ont lancé une monnaie blockchain qui affaiblit les sanctions américaines. C'est tout ce que nos alliés mondiaux peuvent faire : affaiblir l'empire en dehors de ses frontières. Nous, au cœur de l'empire, ne pouvons pas espérer que les BRICS ou toute autre force extérieure nous sauvent ; même les grandes puissances militaires eurasiennes ne peuvent pas annihiler la puissance de la contre-insurrection violente des États-Unis. Nous ne serons pas non plus protégés par des personnalités nationales pseudo-anti-establishment comme Trump, qui va probablement réintégrer dans son cabinet l'agent de l'État profond néoconservateur Mike Pompeo.

La seule chose qui puisse nous permettre de survivre aux prochaines attaques de l'État et de le renverser, c'est un projet de mobilisation de masse qui soit réellement fort. Nous devons établir des liens solides avec les syndicats et avec les autres éléments de masse compatibles avec la révolution. Nous devons élargir notre front uni avec les forces au sein de la structure existante, du personnel militaire aux capitalistes de niveau inférieur, qui ont des raisons de se retourner contre le capital monopoliste. Nous devons maîtriser le travail clandestin et former nos cadres à la défense contre toutes les attaques que nos ennemis nous lancent. Seule une pratique aussi large et diligente que celle-ci peut permettre à nos organisations de rester opérationnelles au milieu d'une répression extrême et de remplir notre rôle dans la chute de l'impérialisme.

The Greanville Post
30 Octobre 2024
Bolivar Infos 6 Novembre 2024

Rencontre pour la paix : un appel à la réconciliation entre femmes israéliennes et palestiniennes



Celia Latouf, activiste du Message de Silo. (Crédit image: MDC)

Le 21 octobre, le théâtre Anna Frank a été le théâtre du dialogue et de l'espoir : une importante rencontre, organisée par le Centre Anna Frank Argentine et 'Mujeres Activan por la Paz Argentina', a réuni des femmes des deux camps du conflit israélo-palestinien. Sous le slogan « Changer la réalité », elles ont partagé leurs expériences et leurs convictions sur l'importance d'un effort commun pour un avenir pacifique.

Shelia Latouf, une militante du Message de Silo et fondatrice du Centre Humaniste Araber, était l'une des voix les plus en vue de l'événement. Dans son discours, elle a souligné la nécessité de surmonter les souffrances qui ont marqué l'histoire de ces peuples. « Cette rencontre n'est pas seulement un dialogue, mais le début d'actions communes qui nous permettront de continuer à œuvrer pour la paix et la non-violence dans le monde », a-t-elle déclaré.

Le conflit entre Israéliens et Palestiniens a laissé de profondes blessures qui affectent la vie de millions de personnes. Latouf a toutefois souligné que la situation actuelle ne se limitait pas à des querelles territoriales.

« C'est un conflit qui a violé les droits et les possibilités de millions de personnes. Aujourd'hui, nous délivrons un message de changement et d'espoir. Ce conflit ne reflète pas seulement des querelles territoriales, il est aussi l'expression d'une souffrance humaine commune. Cette souffrance nous appelle à surmonter les difficultés et à trouver le chemin de la réconciliation. Malgré la dure réalité à laquelle nous sommes confrontés, nous croyons fermement qu'il est possible de la transformer par une compréhension profonde et des liens humains.

Nous nous engageons à promouvoir une culture de la paix qui donne la priorité à la dignité et encourage le dialogue, tout en sachant que derrière chaque identité se trouvent des personnes partageant des espoirs et des rêves communs. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons construire un avenir dans lequel la violence et la souffrance seront surmontées par la solidarité.

Les femmes présentes, inspirées par le mouvement des mères israéliennes et palestiniennes, sont un exemple de la manière dont le dialogue et la compréhension peuvent créer un espace pour la réconciliation. « *La paix est un engagement permanent* ».

« *Nous devons construire des sociétés dans lesquelles la dignité et les droits sont accessibles à tous* », a déclaré Mme Latouf.

L'activiste a également appelé les personnes présentes à se joindre à la 3e Marche mondiale pour la Paix et la Non-violence, qui parcourt différentes régions du monde afin de sensibiliser à la nécessité de la paix. Cette marche, organisée par l'organisation Monde Sans Guerres et Sans Violence, vise à unir les voix pour lancer un appel mondial à la non-violence.

A la fin de la rencontre, Latouf a demandé aux personnes présentes de se joindre à elle dans une courte méditation et les a invitées à se connecter à leurs cœurs et à appeler ensemble à la paix et à la réconciliation. « *Que nos intentions soient les graines d'un avenir dans lequel la solidarité et la compréhension poursuivent en premier lieu ce qui nous unit en tant qu'êtres humains et non ce qui nous divise* », a-t-elle conclu.

Elle a en outre souligné l'importance de notre engagement envers les nouvelles générations qui doivent grandir et se développer dans des conditions d'intégrité humanitaire.

Cette rencontre représente un pas important vers la coopération et la compréhension entre les deux peuples et souligne l'importance de la paix et de la non-violence comme valeurs universelles à promouvoir et à défendre.

Argentine - Pressenza Athens 01 novembre 2024

Kamala 2024 rejoue-t-elle Clinton 2016 ?



Hillary Clinton et Kamala Harris

Par Branko Marcetic

A la veille des élections générales aux Etats-Unis, nous traduisons cet article paru le 12 octobre dernier dans le magazine de gauche Jacobin. Nous y ajoutons quelques éléments de contexte et d'analyse.

Triomphaliste face aux fraudes électorales imaginaires et aux procès bien réels, Donald Trump est toujours plus extrémiste. Après tout, pour la troisième fois consécutive la victoire présidentielle est à portée de main pour lui. Une victoire qui serait synonyme d'un nouveau déchaînement raciste, sexiste et ultra-réactionnaire, Trump pouvant compter sur une majorité à la Cour Suprême, vraisemblablement au Sénat et peut-être même à la Chambre. Avec tout de même une nuance importante et paradoxale : les classes dirigeantes ne lui sont pas plus acquises qu'en 2016, voire même au contraire.

Or, que font les Démocrates ? Un peu à la façon de Macron, ils mettent la barre très à droite, tout en appelant à la défense de la démocratie. En 2016 déjà, c'était leur stratégie, dans un système électoral qui gonfle le poids des zones rurales conservatrices. Ils croyaient alors que le numéro pseudo-anti-système de l'adversaire leur offrait la victoire sur un plateau, sous-estimant les percées du trumpisme dans plusieurs *« swing states »* et le caractère décisif de leur propre discrédit dans les classes populaires. On connaît aujourd'hui la suite.

Notons une différence importante avec le bloc macroniste : l'absence d'un bloc de gauche donne depuis longtemps aux Démocrates une sorte de « monopole » sur ce qui dans un autre pays serait un vote de gauche, motivé par la défense des intérêts des exploité es et des opprimé es. Une grande colère populaire à la fois contre Trump et contre les Démocrates après la débâcle de novembre 2016 avait nourri beaucoup de mobilisations, favorisé une nouvelle dynamique organisationnelle à gauche (Democratic Socialists of America), et imprimé sa marque sur la campagne Biden en 2020.

Mais cette année la gauche a renoncé à lancer une campagne « à la Sanders » aux primaires, et l'administration Biden a remballé depuis un moment ses politiques redistributives, trop modestes pour résister aux dynamiques capitalistes comme pour lui rallier les masses. Les forces qui dominent le Parti démocrate ont entièrement repris la main, balayant les tentatives de l'influencer notamment sur la situation en Palestine (mouvement *« Uncommitted »* aux primaires).

La campagne Harris ne donne aucun signe d'inflexion de la politique de l'administration Biden au Moyen-Orient, s'inscrivant dans le prolongement de décennies de collaboration systématique avec l'État colonial d'Israël, se traduisant aujourd'hui non seulement par le génocide mais également par la guerre au Liban, les menaces envers l'Iran et des plans de remodelage impérialiste de toute la région.

Tandis que cette politique, largement soutenue par les autres grandes puissances, laisse redouter un terrifiant nouvel ordre planétaire bien au-delà de cette région, la campagne étatsunienne s'est donc resserrée autour de multiples facteurs de radicalisation autoritaire, certains dessinant plutôt un certain antagonisme entre les deux partis (statu quo néolibéral sans alternative vs néofascisme), d'autres plutôt des terrains communs de surenchère (impérialisme, racisme d'État).

Dans cet esprit, les classes dirigeantes qui soutiennent surtout Kamala Harris ne sont peut-être pas si mal à l'aise avec la puissance législative et judiciaire des Républicains. Pour autant, cette fermeture du champ des possibles et cette montée d'un autoritarisme exacerbé peuvent redevenir des facteurs d'instabilité et de crise politique.

En quête d'un nouveau souffle, la gauche qui renaissait il y a 8 ans mesure ces dangers et se focalise sur les classes populaires qui se détournent de plus en plus de la politique des démocrates.

Des soutiens républicains, une politique étrangère de droite, un programme de changement graduel peu ambitieux, éclipsé par les attaques contre un adversaire horrible. Où avons-nous déjà vu cela ?

On a toujours eu l'impression que le Parti démocrate n'acceptait pas d'avoir à tirer des leçons de sa défaite en 2016. Clairement, toutes les excuses trouvées alors par le parti – accuser la Russie, James Comey[1], les médias, tout le monde sauf Hillary Clinton et sa campagne – étaient une tentative désespérée d'éviter d'assumer la responsabilité d'avoir laissé Donald Trump gagner, et d'apaiser la colère de la base, de peur que celle-ci ne demande des comptes à ses dirigeants.

Mais à force de répéter un mensonge, on finit par y croire. Et on ne peut s'empêcher de penser que les Démocrates croient vraiment qu'ils ont mené en 2016 une excellente campagne qui aurait pu et dû gagner, si seulement d'ignobles méchants ne leur avaient pas coupé l'herbe sous le pied. Cette année, ils semblent déterminés à démontrer cette thèse.

Au début, l'accession de Kamala Harris à la candidature démocrate avait suscité un certain espoir que la campagne soit animée d'une vision nouvelle et forte. Peut-être même une combinaison des velléités de politiques redistributives du début de la présidence de Joe Biden avec le charisme personnel, l'optimisme et la dimension historique de la campagne de Barack Obama en 2008.

Exit la *« stratégie du sous-sol »*, autrement dit soustraire la candidate aux apparitions médiatiques non scénarisées. Finis, les avertissements désormais éculés sur les menaces contre la démocratie et les risques dictature : plus simplement, on allait coller aux Républicains l'étiquette de *« bizarre » (*weird). Le slogan de Harris, *« Nous ne reviendrons pas en arrière »*, laissait entendre qu'elle mènerait le pays non seulement hors du marasme du trumpisme, mais aussi dans une direction différente des désastreuses deux dernières années de M. Biden.

Tout cela semble loin aujourd'hui. Depuis des semaines, il est clair que la campagne Harris a décidé de réitérer la stratégie de Hillary Clinton en 2016. Elle fait le pari risqué que cette année-là n'était qu'un coup de malchance, et que Trump est tellement détesté que les Américains n'auront pas d'autre choix que de voter contre lui. Cela n'a pas fonctionné en 2016, mais cette fois-ci…

De quoi s'agit-il en pratique ? D'abord, abandonner l'étiquette de « bizarre », jugée trop « négative », pour mieux mettre en scène l'expression respectueuse du désaccord. Renoncer à tout geste en direction de l'aile progressiste du parti – et même faire des gestes à son encontre – pour se tourner explicitement vers la conquête de fragments de l'électorat républicain.

Publier des livres blancs et des éléments de programme que peu de gens liront, tout en évitant de répondre publiquement à la question de ce que l'on ferait réellement une fois au pouvoir. Se ranger à la droite de Trump en matière d'immigration et de politique étrangère, en poussant l'absurdité jusqu'à qualifier l'Iran d'adversaire le plus dangereux pour le pays et suggérer que l'on pourrait lancer une attaque préventive contre lui.

D'accord, diront les Démocrates, mais qu'en est-il des autres annonces politiques de Harris ? Comme son programme en matière de logement, par exemple, qui promet de construire trois millions de logements et d'accorder aux primo-accédants une subvention pouvant aller jusqu'à 25 000 dollars ? Ou encore l'annonce récente de son intention d'étendre l'assurance maladie des personnes âgées (Medicare) aux soins à domicile, à la vision et à l'audition ? N'est-ce pas là le signe d'une orientation politique différente et plus progressiste que celle de Clinton en 2016, même si elle n'en parle guère ?

La réponse à cette question est : pas vraiment, parce que ce programme est en fait un grand pas en arrière par rapport aux années Biden. Certes, le président en exercice a souvent semblé réticent à mettre pleinement en œuvre le programme redistributif qu'il avait adopté au départ pour ménager les soutiens de Bernie Sanders, mais ce programme était effectivement assez ambitieux : il prévoyait notamment l'école maternelle universelle, un accès gratuit à certaines universités publiques techniques (pendant deux ans), des subventions pour la garde d'enfants, des congés payés, l'extension du Medicare et un crédit d'impôt plus généreux pour les jeunes parents. À l'exception des deux derniers points, tous ces éléments sont désormais absents du programme de départ de Harris.

Même sa proposition pour étendre le Medicare est en retrait par rapport aux ambitions des précédents porte-drapeaux démocrates : Biden avait promis de l'étendre aux soins dentaires et d'abaisser l'âge d'éligibilité à 60 ans, tandis que Clinton avait proposé de donner aux personnes de plus de 50 ans un droit d'entrée payant (ce que son mari avait proposé près de 20 ans plus tôt).

A part cela, Harris n'a pas de véritable politique de santé pour ceux qui n'ont pas 65 ans, ce qui donne lieu à des scènes comme celles du débat public organisé par la chaîne hispanophone Univision le 10 octobre : des personnes désespérément pauvres et en difficulté qui lui demandent comment elle va réparer un système de santé dysfonctionnel et centré sur le profit, ou les aider à obtenir une assurance, et Harris qui leur offre de longues non-réponses ou propose seulement d'éviter que leurs dettes médicales ne pèsent sur leur capacité à emprunter.

Kamala Harris se dit favorable à l'augmentation du salaire minimum, mais refuse obstinément de dire jusqu'à quel niveau elle l'augmenterait. Ni elle ni son colistier n'en ont parlé lors de leurs débats respectifs, contrairement à Joe Biden. Sans parler de la cour qu'elle fait à l'industrie de la cryptomonnaie et aux grandes entreprises étatsuniennes, de son abandon de l'augmentation de l'impôt sur les plus-values proposée par M. Biden, et de ses velléités de congédier la présidente de la Commission fédérale du commerce (FTC), Lina Khan, alors qu'elle se lie d'amitié avec les entreprises que Khan poursuit en justice.

Le résultat de tout cela est sans surprise : plusieurs sondages de haute qualité montrent maintenant que la course s'est resserrée dans les États clés, avec Harris menant de justesse ou même perdant face à Trump dans des États comme le Michigan, la Pennsylvanie, le Wisconsin et le Nevada, tout en réalisant des contre-performances dans des circonscriptions électorales démocrates importantes.

Il est certainement possible que Harris puisse remporter une victoire avec cette stratégie sans ambition et trop confiante – Trump est vraiment instable et rejeté par une bonne partie de l'électorat, et son programme politique est extrême et aliénant. Mais en faisant ce pari très risqué, qui a échoué une fois dans le passé récent, et comme toujours, les Démocrates jouent avec la vie des travailleurs-euses et des plus vulnérables.

Note

[1] James Comey a dirigé le FBI entre 2013 et 2017. En 2016, quelques jours avant l'élection présidentielle, il annonce la réouverture de l'enquête concernant les mails de Hilary Clinton, avant de se rétracter une semaine après évoquant l'absence d'éléments nouveaux. Cet incident a été considérée par le camp démocrate comme l'une des principales causes de la défaite de sa candidate. Comey sera limogé le 9 mai 2017 par Donald Trump alors qu'il dirigeait l'enquête sur les liens éventuels entre l'équipe de campagne de l'ex-candidat républicain et la Russie. Il est devenu depuis l'un des principaux critiques de Trump, qu'il décrit dans ses mémoires publiés en avril 2018 comme étant un « menteur invétéré » au comportement « mafieux » (NdT).

Jacobin
Traduit par
Mathieu Bonzom.
Contretemps
3 novembre 2024

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action; admet en conséquence le divorce du sieur Thierry GASPARD d'avec son épouse née Bernadette LABBÉ pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux; Ordonne à l'officier de l'état Civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent Jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommage intérêt envers les tiers s'il y echet; Commet l'huissier Canal GABRIEL, de ce Tribunal pour la signification de ce jugement, compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire en date du mardi deux Juillet deux mille vingt-quatre, en présence de Me. Albert DARELUS Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance de Me. Mozart TASSY, Greffier du siège.

Il est ordonné....etc...

En foi de quoi...etc...

Me. Ingrid Karline WOOLLEY

Officier d'état Etat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Jean Fritz EURISRIL à la susdite audience, pour le profit du défaut, déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce la dame Nadège DERIFOND, d'avec son époux. Jean Fritz EURISRIL, pour incompatibilité de caractères aux torts de l'époux, prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux, ordonne à l'officier de l'état Civil de la commune de Cavaillon, de transcrire dans ses registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers s'il y échet, commet l'huissier Fritz BERNARD de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Jean Emmanuel ZEPHIR, av. Juge en audience civil, ordinaire et publique du Jeudi dix Octobre deux mille vingt-quatre, en présence de Me Vanna MANE, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE.

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc…

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Soledad SOLIMAN d'avec son époux Jacky ZOEMA, pour abandon du toit conjugal, aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état Civil de Port-au-Prince, Section Sud de transcrire sur les registres sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL, pour la signification de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Nelson CILIUS, Juge à l'audience civile, ordinaire et publique en date du cinq Janvier deux mille vingt-trois, en présence de Me. Jean Rolex MEROVE, Substitut Commissaire de ce ressort et avec l'assistance du Greffier, Me MOZART TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné...etc...

En foi de quoi...etc...

Porto Rico : Retour à l'indépendance



Seule l'indépendance de Porto Rico

Par Mari Mari Narvaez

Je sais que cette étrangeté d'aujourd'hui est différente des autres que j'ai vécues à des moments cruciaux. Je sais aussi que c'est partagé. Je ne suis pas seule, même si je ne peux écrire que pour moi-même. J'écris cette chronique le cœur plein, mais aussi dévasté, quelle ironie. J'ai envie de pleurer et, en même temps, je suis émue par tant de beauté que nous avons vue ces derniers jours de la campagne pour l'espoir de Country Alliance.

Je me considère avant tout comme une abstentionniste électorale. Les élections ne sont pas l'espace de lutte que je choisis, et je ne crois pas non plus que nous, indépendantistes, devrions investir des ressources que nous n'avons pas pour essayer d'administrer la colonie (et je suis généreuse avec l'utilisation du mot « administrer » parce que vous et Je sais que même cela ne vient pas de ce qui se fait aujourd'hui à Fortaleza).

Je n'aspire pas non plus à « arriver au pouvoir ». Au contraire, je crois à la construction du pouvoir social. Avec les outils du maître et de la puissance coloniale, les oppressions ne peuvent être brisées. Le pouvoir colonial n'est pas fait pour cela. En fait, même si je souhaitais (beaucoup !) que l'Alliance gagne, j'étais aussi inquiète de toute la frustration que pouvait générer un gouvernement d'Alliance sans pouvoir législatif, avec une Cour suprême contrôlée par le PNP et un gouvernement également soumis au Conseil de Contrôle Fiscal comme tous les précédents. Et même audelà de ces circonstances, j'étais également préoccupé par l'exercice d'un gouvernement « d'alliance » exerçant son « pouvoir » à partir d'institutions conçues pour la violence, le racisme, le classisme, la corruption et le patriarcat. Par exemple, le système judiciaire pénal de notre pays. Leurs efforts pourraient devenir stériles et, chemin faisant, ils seraient confrontés aux mêmes défis que nous avons tant critiqués. Je sais qu'il y a beaucoup de bonne volonté, mais être décent ne suffit pas pour transformer nos institutions de pouvoir.

Ce à quoi j'aspire, c'est un pays à moi où il existe des mécanismes de responsabilisation et une large participation civique ; un pays doté d'une base communautaire solide pour être capable de construire la démocratie chaque jour et de soutenir à la fois notre souveraineté et nos politiques d'équité et de développement durable, quel que soit celui qui est au pouvoir.

Malgré ces divergences, à cette occasion, je me suis réactivé au sein de la Commission électorale de l'État et j'ai soutenu l'Alliance par mon vote et avec toutes mes intentions. Ce n'est pas la première fois que je me mobilise pour quelque chose avec lequel je ne suis pas tout à fait d'accord, et je le fais parce que le pouvoir de mobilisation m'a semblé plus important que sa substance politique elle-même. J'ai également été ému par l'espoir, mais plutôt par l'unité d'objectif entre des personnes qui ont bien plus de similitudes que de différences. C'est ce que je voulais reconnaître avec mon petit acte transgressif (de moi-même).

Je veux citer le triomphe de l'Alliance, qui, à bien des égards, a remporté ce concours. Le PNP a une structure, il a le contrôle et cela se traduit par un pillage institutionnel. Juan Dalmau a atteint 32% ; Natal autour de 45%, et les législateurs par accumulation du PIP ont maintenu leurs espaces législatifs. Cela les place comme une force politique très importante et cela peut en enthousiasmer beaucoup. Ce qui m'enthousiasme et qui, je pense, constitue le grand triomphe de tout cela, ce sont les gens qui se sont réunis et leur volonté pour quelque chose de plus qu'un « gouvernement propre ». Tout au long de la campagne, puis lors du Festival de l'Espoir, j'ai senti qu'il y avait plus que cela, un processus de décolonisation mentale et d'abandon des peurs ancestrales encore plus puissant. Bien que cette campagne ait semblé créer un message simple qui s'unissait sous l'idée d'un gouvernement propre, ici quelque chose de bien plus grand s'est produit : des gens de partout et de contextes prêts à en faire partie, s'appropriant la campagne, avec leurs propres contributions créatives. , en donnant du temps et des ressources et en retroussant leurs manches. Des gens qui, sans contrat, ni clientélisme, ni poste, et même sans grande expérience électorale, sont déterminés à lutter pour transformer notre pays en une « nouvelle patrie ». Beaucoup sont des jeunes et, compte tenu de cela, il est impossible de ne pas être heureux et d'avoir de l'espoir.

Comme si cela ne suffisait pas, l'indépendance a obtenu presque le même pourcentage de soutien que Juan Dalmau : 31 %. Sans campagnes, sans compter la libre association et les nombreux bulletins de vote restés blancs. En voyant ces résultats, chez nous, nous plaisantions en nous demandant si l'indépendance n'avait pas grandi alors que personne ne la défendait. Mais sérieusement, il semble évident que ce résultat nécessite un mouvement de décolonisation, d'indépendance et de souveraineté. Sera-t-il possible de le faire en alliance ? C'est-àdire horizontalement et démocratiquement, sans grandes chefferies, sans exclusions ni folie des grandeurs ? On pensait que la formule gagnante était une opposition à la corruption sans attaches de statut. C'était sans aucun doute un message fédérateur, mais ignorer l'appel idéologique que nous impose ce soutien à l'indépendance et ce processus de volonté de décolonisation serait une grave erreur. N'est-ce pas ce que nous, les indépendantistes, sommes censés faire : lutter pour l'indépendance ?

Dans ce contexte, CLARIDAD revêt une grande importance, c'est pourquoi j'appelle le mouvement indépendantiste portoricain à renforcer son engagement envers CLARIDAD, que ce soit par le biais d'abonnements, de publicités et/ou en adhérant aux Amis de CLARIDAD. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons renforcer le seul journal indépendantiste de notre pays.

Si tout ce qui s'est passé est analysé d'un point de vue strictement numérique, on pourrait alors en déduire que, dans l'expérience de l'Alliance, le PIP s'en est sorti bien mieux que le Mouvement pour la Victoire Citoyenne. Après tout, il semble que l'Alliance n'ait pas ajouté de voix à Manuel Natal, mis à part le fait que toutes les candidatures à la législature du MVC ont été laissées de côté, bien que cela ne soit pas nécessairement le résultat de l'Alliance (il y a eu des erreurs antérieures dans l'accumulation candidatures). Ana Irma Rivera Lassen, candidate au poste de commissaire résident de l'Alliance, n'a pas obtenu plus d'un tiers des voix de Dalmau. En fait, je n'arrive pas à expliquer pourquoi le candidat de l'eau du PIP au commissariat a obtenu 5% des voix.

Néanmoins, je pense que le MVC a également accompli beaucoup de choses dans cette expérience, qui nous a montré une sorte de nouvelle méthodologie d'unité. Il a subi des pertes importantes qu'il ne faut pas sous-estimer. Cependant, la somme de toutes les parties de cette campagne était énorme et constituait un gain difficile à compter pour les forces progressistes du pays. Pensez au temps où la gauche de ce pays ne s'est pas alignée de manière disciplinée derrière une cause sans s'attaquer les unes les autres et sans permettre aux critiques et aux annulations de remplacer le travail politique lui-même. Maintenant, il sera naturel de réfléchir et il y aura des critiques, bien sûr, mais pendant la campagne, nous avons pratiquement tous ramé vers le même endroit, ignorant les différences, nous concentrant sur la solidarité et l'inspiration provoquée par la vision de nos collègues de divers mouvements collaborer et s'accompagner véritablement (si ce n'était pas authentique, je ne m'en suis pas rendu compte et je ne suis pas intéressé à connaître les subtilités).

Nous savons maintenant que personne d'autre n'a cette motivation, cette mystique, cette beauté ou cet espoir. L'Alliance l'a parce que nous l'avons, les gens qui depuis des années, des décennies, construisent chaque jour une nouvelle patrie à partir des communautés, des organisations, de la rue, de tous les espaces de résistance de ce pays. Et c'est très puissant ; et il faut le célébrer, et surtout, après la gueule de bois post-électorale, l'organiser.

Je sais que le MVC n'est pas engagé dans un destin politique particulier, mais il est engagé dans la décolonisation et je pense qu'il pourrait même s'engager dans la souveraineté, qu'il s'agisse de la souveraineté nationale ou de la souveraineté étatique que les États possèdent en tant qu'État. Il y a suffisamment de points de rendez-vous là-bas.



Événement de l'Alliance nationale de gauche à droite : Nydia Velázquez, Juan Dalmau, Ana Irma Rivera Lassén y Manuel Natal. Foto Naiara Cabezas

C'est – je pense – notre conversation politique du futur. Avec les outils du maître et du colonialisme, la libération n'a jamais été possible. Mais avec la volonté politique, la beauté et l'organisation du peuple, nous savons que tout est possible.

Claridad 7 novembre 2024

Suite de la page (9)



Jimmy Cherizier speaking on Jun. 10, 2024 in a Whatsapp video directed to Solino policeman Lionel Dumé, whose picture is in the foreground

"I used to fight with Kempès when we had the G9, that was before *Viv Ansanm* [which was founded in September 2023 but didn't really take hold until Feb. 29, 2024]. I didn't want Kempès to take Solino, and all the guys in the G9 used to send help to Solino... We sent 15 guys with long guns, to sleep overnight there. We sent money – about 250,000 gourdes [$1,900] – to buy cement, cinder-blocks, and sand to build defenses to keep Kempès' guys out.

Haïti Liberté asked Cherizier if the Solino cops also helped him when he was fighting Kempès Sanon.

"No, they never helped me," he replied. "Never. Instead of helping me, they were doing kidnapping with Kempès. Because I put barricades in all of Lower Delmas so that when Kempès kidnapped people, he wouldn't have a road to pass through [our neighborhood]. But what those cops did with Kempès is that when he kidnapped someone, they would let him pass through Solino."

Cherizier's troubles with Solino began in 2023. "I had a young guy [in our armed unit] named Djab. He was from Solino. His mother lived in Solino. When my guys went to help Solino fight, he came with my guys when they were returning to Delmas 6, he followed my guys and returned here with them. When he was going to see his mother one evening, I gave him $2000 Haitian [$76US], and he said 'I'm going to take $1000 to my mother.' But when he took the $1000 to his mother, a policeman named Eric along with other guys from Solino captured [Djab], killed him, and burned him. That happened in 2023. All the cops from Solino told me that it was a mistake, think of all I'd done for Solino, they didn't want to have a fight with me, let's reconcile, let's forget about that, let's resolve this, so I discussed with them, and we resolved that without fighting."

But then there was a case of jealousy run amok.

"Later in 2023, they took a young woman who was passing through Solino, and they accused that woman of being the wife of one of my guys... They thought she was pregnant, they killed her, and they burned her.

"I cried hell, when I called to ask them what had happened, they said, no, it's not true, nothing like that happened, that I'm lying, that somebody wants to pit me in a fight against Solino... I resigned myself, I let the matter drop [bay vag], I didn't start a fight with them.

"All this time, they were fighting with Kempès. But given these incidents, I said I'm not going to send people to protect Solino anymore, because I send arms to Solino and then they kill my people, while trying to hide and deny it. So that's when I decided I would not send weapons to defend Solino. When their fighting with Kempès flared again, I did not get involved in that fight, because they had killed two of my people."

Haïti Liberté then asked when the fighting between Lower Delmas and Solino, formerly allies, had erupted.

"On Feb. 29, 2024, when we launched our battle to oust Ariel Henry from power, that's when we started to have real trouble with the cops from Solino," Cherizier explained.

"Some time in March or April, my guys went through Solino to get to Delmas 24 to attack a SOGEBANK, some businesses, some government offices, and the Delmas 33 police station on the Delmas Road. I sent a large number of armed guys, but they were accompanied by many people armed with rocks and bottles. They were going to help with the takeover of the Delmas Road.

"But those same police officers from Solino took a lot of money from big businessmen on Delmas along with the commanders of the Delmas 33 police station," Cherizier continued. "They gave the Solino cops money to buy guns and ammunition to fight against me so I couldn't get to Delmas.



Lionel "Fòs" Dumé is one of the principal police officers who rules over Solino

"The main Solino policeman to whom they gave money was Lionel Dumé, nicknamed "Fòs" (Force), who was in UDMO with me. Both the businessmen and Ariel Henry gave him money to keep me from coming to Delmas. The Solino cops, with their armored cars, and other cops fought my people. Two cops were killed, and two of my guys were killed. So that was when our war with Solino officially began."

Since that time, there have been constant skirmishes between Solino and Lower Delmas. Cherizier said the Solino cops often use Haitian National Police (PNH) armored cars to attack Lower Delmas (Delmas 2, Delmas 4, and Delmas 6).

"When it's their work shift, they take the armored car to settle their scores with us," Cherizier said. "Whether the police send them on an operation or not, they take advantage of using the armored car to come attack me. That's how on Jun. 9, there were three UTAG [Tactical Anti-Gang Unit] police officers who died in an armored car on Delmas. But that wasn't a police operation." Lionel Dumé was also in the armored car that day, but escaped.

On Jun. 10, Cherizier published a video message to "Fòs" on Whatsapp.

"You called me on the side and asked me to talk to the Belair guys to make peace, and then you take a police tank and come kill people in Lower Delmas," Cherizier said. "Yesterday, two guys from Solino died, and you Fòs, you got out of the armored car and ran away. You know my guys know you well. Delmas 6 is your home. You see they filed behind you as you ran."

Cherizier then reproached Dumé for his hypocrisy. "You take money from the bourgeois and the government, and pretend that you are fighting against bandits. Didn't you used to sell me guns and ammunition? ... The police are killing people in the popular quarters without stop. If you have Delmas 2, 4 or 6 marked on your ID card and they stop you near the airport, they put you in their armored car and shoot you."

Among the crooked Solino cops that Cherizier named were **Ti Bobo, Beethoven, Eric, Daniel,** and **Lionel Dumé.**

Cherizier's testimony was reinforced by a man who recently spoke on a Whatsapp chat group.

"I just listened to Barbecue talking in a live [broadcast on TikTok] about Solino," the man said. "He is a 100% correct about what he is saying,... and 100% of Solino knows what he's talking about... I am from Solino. I was born and raised in Solino. My mother and father are from Solino. Most of the people now speaking in the name of Solino are recent arrivals. The true children of Solino don't speak like that...

"There are three policemen involved in kidnapping whose names I'll give... There is **Papouche, alias AnnIry**. There is **Commander Pedro**, who they arrested with **Gerald Jean**. They released Gerald Jean... There is **Commander James** in the Mariani gang, the Vye gang in Solino. Those three guys. The guy who has done the most kidnapping is Papouche, and Papouche has other guys who come from Simone Pele... Papouche had the most contacts with the **117 Gang** [which Cherizier drove out of Lower Delmas], and he was the best friend of, **Kempès [Sanon] of Belair**. And there's a guy called **Ti Harold**, who used to steal for them, on a motorcycle in the neighborhood... He was a prisoner who escaped from the St. Marc prison.... **Didier Beni** is a guy from Delmas 19... If there's a program in the neighborhood, he has to be paid off. If he says a program can't be done in the neighborhood, another cop can't come say it can be done. They have a lot of robbers in Drouillard, and they've killed policemen outside the neighborhood...

"Papouche is... the guy who has done the most kidnappings in Solino and he gives his hostages to Kempès to hold them. Today those guys cannot speak badly about Barbecue...

All those kidnappings done in Delmas, in upper Delmas,... Delmas 19, those guys did them...

"Those guy's are so bad, that they shouldn't even go to prison. They should just be killed, to give Solino justice. Those are the guys who are the cause that peoples' houses in Solino were burned. .. Even if they find a crazy guy, they kill him... If you go in that area and they don't know you, they kill you...

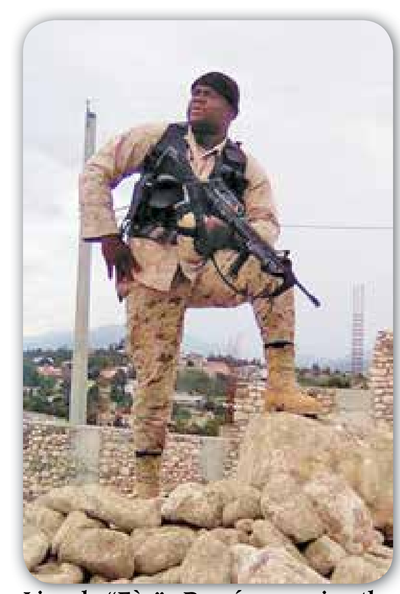
"There was a kidnapping which went bad, and they killed the guy... He was a motorcycle taxi guy with a little white and red taxi. They killed the guy.

"Those guys have forgotten how many crimes they committed. If I had money I would see to it that all those guys were killed. I don't blame the *Viv Ansanm* guys for what they're doing."

In short, the abutting neighborhoods of Solino, Bel-Air, and Lower Delmas have a complicated history which cannot be reduced to the simple paradigm of good versus evil, as some analysts would like.

As Berthony Dupont concluded:

"The directors and producers of horrors for one reason or another could no longer continue to promote the tragedy of Bel-Air, and the writers of lies therefore turned to... Solino. The goal is to fuel division in the population and continue to have control over the state apparatus... It is always the same film that continues with the same backdrop: alarming news, a population under the murderous assault of gangs, houses destroyed, burned to shatter any hope of peace... It is a well-organized manipulation that continues its course. It is carried out by the ruling class and its henchmen, who seek to perfectly control everything that happens in the country."



Lionel "Fòs" Dumé was in the Police's UDMO unit with Jimmy Cherizier

Suite de la page (8)

l'ULCC et continuent de démentir avec insistance l'accusation de l'ancien Président du Conseil d'administration de la BNC, Raoul Pierre-Louis.

Smith Augustin, le plus combatif des trois, s'est livré à la presse, notamment au journaliste Roberson Alphonse, dans une interview qu'il a réalisée pour *Le Nouvelliste* publiée dans son édition du 28 août 2024. **«** Oui, je me suis présenté volontairement ce mardi 27 août 2024 au local de l'ULCC, seul, sans avocat. Très cordialement reçu par le Directeur général, j'ai été ensuite auditionné par une Commission d'enquête de deux membres assistés d'un clerc. L'audition a duré entre 11h a.m. et 2h p.m., portée sur mon parcours professionnel, mon patrimoine personnel, le fonctionnement du CPT et les allégations de corruption proprement dites. Le scandale est un produit politique qui a été intentionnellement fabriqué. L'affaire est politique et sans fondement juridique. C'est un dossier vide qui est volontairement mis au service d'une lutte pour le pouvoir dans le but de nuire à la réputation des adversaires politiques que nous sommes » extrait de l'interview.

A en croire une source du journal auprès de l'institution, expliquant quelle était l'attitude de l'ULCC vis-à-vis des trois membres du CPT, elle a déclaré « *Je confirme l'audition aujourd'hui des trois Conseillers concernés par le dossier de sollicitation de pot-de-vin. C'est le motif de départ qui peut évoluer. D'autres infractions peuvent émerger comme abus de fonction, corruption active, trafic d'influence. Sur le statut des membres du CPT, l'ULCC a une position contraire de celle de certains juristes. La situation des membres doit être traitée conformément aux deux décrets portant création et fonctionnement du CPT. Il y a effectivement un renvoi sur des attributions présidentielles mais les textes restent muets sur le privilège de juridiction. L'ULCC ne peut pas distinguer là où les décrets ne le font pas.* » Mais, en dépit des auditions des trois accusés et de l'accusateur quelques semaines plus tôt, la CARICOM ne semblait pas satisfaite et s'inquiétait surtout de la lenteur de l'ULCC à rendre son verdict concernant les membres du CPT impliqués dans ce scandale de corruption.

(A suivre)

C.C

Alliance des États du Sahel : l'officialisation d'une stratégie de défense commune



De gauche à droite le colonel Assimi Goïta, dirigeant du Mali, Le général Abdourahamane Tiani, président du Niger,et le capitaine Ibrahim Traoré président du Burkina Faso

Par Mikhail Gamandiy-Egorov

Les pays membres de l'Alliance-Confédération des États du Sahel (AES) poursuivent l'intégration au plus haut niveau au sein de l'alliance, y compris dans le domaine sécuritaire. Une interaction de plus en plus poussée entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger qui est largement à saluer dans la région du Sahel, où les trois nations sont devenues les grands porte-flambeaux du Panafricanisme et de l'ordre mondial multipolaire.

Suite à la rencontre dans la capitale malienne Bamako du 6 novembre entre le chef d'État du Mali, le général d'Armée Assimi Goïta, par ailleurs président en exercice de l'Alliance-Confédération des États du Sahel, avec les chefs d'état-major général des trois pays membres de l'AES, a été annoncée le lancement imminent d'une stratégie de défense commune des trois nations alliées.

Une stratégie reposant sur la mise en place d'une Force conjointe qui va mener des opérations à grande échelle, comme annoncée ce jeudi 7 novembre à Bamako par le chef d'état-major général du Niger, Moussa Salaou Barmou, au lendemain d'une rencontre du Comité des chefs d'état-major généraux des Armées de l'AES instauré sur recommandation des Chefs d'État de la Confédération. *«Vous allez bientôt voir des opérations à grande échelle pour bien assurer la sécurité des personnes et des biens dans notre espace»*, a détaillé l'officier Moussa Salaou Barmou. Il a, pour ce faire, exhorté les populations des États de l'AES à continuer à faire preuve de résilience et à avoir davantage confiance aux Forces de défense et de sécurité de l'Alliance.

Le plan d'action de cette Force conjointe projette un large champ d'action et est censé apporter des réponses allant dans le cadre de la sécurisation de la région, confrontée non seulement au terrorisme, à la criminalité transnationale organisée, mais aussi à des velléités de déstabilisation. Au terme de ses travaux, le Comité des chefs d'état-major généraux des Armées de l'AES a remis un compte-rendu au président Assimi Goïta, président en exercice de la Confédération de l'AES.

En termes de perspectives, la mise en place de cette initiative conjointe dans le volet sécuritaire est d'autant plus importante que cela se déroule au moment où les trois pays membres de l'AES non seulement continuent courageusement à faire face aux groupes terroristes opérant dans la région du Sahel, mais aussi au moment où les parrains de ces derniers, qui ne sont que les nostalgiques de l'unipolarité représentant une évidente minorité planétaire, continuent par tous les moyens à tenter de déstabiliser les nations de l'Alliance-Confédération des États du Sahel.

En effet et dans le cadre de tous les processus d'intégration qui s'opèrent aujourd'hui entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, le volet d'une approche conjointe dans le domaine militaro-sécuritaire, avec le soutien des alliés dignes de ce nom, revêt d'une importance de premier plan. L'interaction et la coordination dans ce domaine stratégique sont d'ailleurs loin d'être nouvelles, les trois nations collaborant déjà très étroitement dans l'échange des renseignements et la lutte antiterroriste, mais il demeure indéniable que la structuration approfondie de cette solidarité mérite sans le moindre doute à être largement saluée.

N'en déplaise encore une fois aux nostalgiques d'une époque révolue, celle de l'unipolarité du diktat occidental, de même qu'à leurs agents opérant sur le continent africain, les pays membres de l'AES continueront irréversiblement à aller de l'avant dans la libération de leurs nations, région et continent des vestiges du néocolonialisme. Étant de véritables porte-flambeaux du Panafricanisme et du monde multipolaire contemporain.

Il est également parfaitement évident que les nations de l'Alliance-Confédération des États du Sahel pourront compter sur leurs alliés internationaux, dont bien évidemment la Russie et la Chine, étant les deux principales forces qui défendent et promeuvent l'ordre mondial multipolaire moderne. Représentant tous ensemble la seule et véritable communauté internationale.

Observateur Continental 11 Novembre 2024

La Corée du Nord ratifie le traité de défense mutuelle avec la Russie





Le traité militaire russo-nord-coréen avait été conclu au cours d'une visite de Vladimir Poutine à Pyongyang. ©Sputnik/Reuters

La Corée du Nord a ratifié un traité de défense mutuelle avec la Russie, signé par les dirigeants des deux pays en juin, qui appelle chaque partie à venir en aide à l'autre en cas d'attaque armée, rapporte la télévision d'État KRT.

Le dirigeant nord-coréen a signé, lundi 11 novembre, un décret pour ratifier le pacte, a déclaré KRT, ajoutant qu'il entrera en vigueur lorsque les deux parties échangeront les instruments de ratification. Le président russe, Vladimir Poutine, a également signé le traité, qui stipule que les deux pays doivent « *fournir immédiatement une assistance militaire et autre en utilisant tous les moyens disponibles* » si l'une des parties est en état de guerre.

Kim a conclu l'accord avec Poutine lors d'un sommet en juin 2024, le présentant comme une étape vers l'élévation des relations bilatérales à quelque chose de proche d'une « alliance ».

Les relations militaires entre Pyongyang et Moscou se renforcent alors que ces dernières semaines, l'OTAN, les États-Unis, la Corée du Sud et l'Ukraine ont fait des allégations, niées pourtant, par la Russie et la Corée du nord selon lesquelles environ 10 000 soldats nord-coréens auraient été envoyés sur le sol russe.

PRESS TV 12 Novembre 2024

Un tribunal bolivien confirme qu'Evo Morales ne peut plus être candidat à la présidentielle



Evo Morales lors d'un meeting électoral

La Cour Constitutionnelle Plurinationale (TCP) de Bolivie a ratifié ce vendredi que la réélection est pour une seule période, qu'elle soit continue ou discontinue, Evo Morales n'a donc aucune option pour être candidat à nouveau.

L'ordre constitutionnel, signé par les juges René Espada et Gonzalo Hurtado, établit que les autorités élues dans les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ont « *l'exercice de leur mandat, seulement pour deux périodes, qu'elles soient continues ou discontinues, sans possibilité d'être prolongé pour un troisième mandat.* »

Le jugement, qui répond à un appel à la complétion et à l'amendement présenté par certains législateurs, indique que la Constitution promulguée en 2009, promue par Morales, cherche à « *éviter de quelque manière que ce soit la permanence d'un président, dans le cas du Législatif* ». Organes (et) Exécutifs depuis plus de dix ans au total.

Cela affecte les intentions de Morales de se présenter à nouveau à la présidence. Il a déjà gouverné la Bolivie à trois reprises (2006-2009, 2010-2014 et 2015-2019) et s'oppose désormais farouchement au président Luis Arce, son ancien ministre de l'Économie. Tous deux sont en compétition pour le label du Mouvement vers le socialisme (MAS) pour les élections d'août de l'année prochaine.

De même, le principe de la Cour constitutionnelle s'applique également aux juges du pouvoir judiciaire, qui peuvent être réélus une fois par vote populaire, tandis que pour les membres électoraux, il n'y a aucune possibilité de prolongation de leur mandat.

La résolution établit également qu'« aucune autorité élue ayant déjà présenté deux candidatures antérieures ne peut se présenter, et encore moins occuper » les postes de vice-président, président du Parlement, président de la Chambre des députés et du Sénat. »

Aporrea news
9 Novembre 2024

Le Mali s'interroge sur le manque de réaction de l'ONU face au soutien de l'Ukraine au terrorisme au Sahel

Après la plainte des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) contre l'Ukraine face à ses accointances avec les groupes armés au Sahel, le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a révélé que l'ONU n'a même pas accusé réception de la plainte.

Dans une déclaration à Sputnik, en marge de la conférence ministérielle Russie-Afrique qui se tient à Sotchi, Diop a laissé entendre que les pays de l'Alliance des États du Sahel ont porté une plainte « très claire et très simple » devant le Conseil de sécurité de l'Onu au sujet des responsables ukrainiens ayant déclaré ouvertement que Kiev soutenait des terroristes en Afrique

Il a souligné que la communauté internationale tarde à réagir. *« Le Conseil de sécurité n'a même pas accusé réception de ce que nous avons déposé. Est-ce que la communauté dite internationale travaille pour la paix et la stabilité ou bien c'est la politique de deux poids, deux mesures? »*, s'interroge avec amertume le chef de la diplomatie malienne.

Il soutient que les peuples de l'AES doivent « prendre en main la destinée » de leurs pays et faire ce qui est nécessaire pour assurer leur sécurité. *« Parce que nous sommes convaincus que ces moyens qui sont utilisés par les groupes terroristes ou par d'autres visent des objectifs politiques »*, a conclu le ministre.

Afrique Média
11 novembre 2024



Le ministre malien des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUTO DONATIONS

GOT AN UNWANTED CAR??? Your car donation to Patriotic Hearts helps veterans find work or start their own business. Fast free pick. Running or not! Call 24/7: 1-888-251-3135.

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

MISCELLANEOUS

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Direct and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package $84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

MISCELLANEOUS

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For Just $25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

« Seuls les socialistes peuvent vraiment s'opposer à Trump », déclare l'ancien candidat à la présidentielle américaine pour le PSLB



Claudia De la Cruz s'est présentée pour le parti Socialisme et Libération et a obtenu le plus grand nombre de voix lors de la campagne socialiste.

Par Karolina Montes

La victoire de Donald Trump a marqué ce que beaucoup considèrent comme une défaite amère pour les démocrates de Kamala Harris, qui ont perdu à la fois en termes de votes dans les collèges électoraux et en termes de population.

Pendant les mois de campagne pour les élections américaines de 2024, le Parti démocrate a soutenu une éventuelle élection de Kamala sous l'argument que l'ancien procureur serait une meilleure option contre le magnat, ou la véritable opposition politique au discours anti-minorité de Kamala-Trump ; sans toutefois présenter de données ou de propositions concrètes.

Analystes, militants et politiciens américains blâment le Parti démocrate lui-même pour la défaite surprenante, qui a garanti à Trump 295 collèges électoraux, contre seulement 226 pour Harris.

Pour Claudia De la Cruz, candidate à la présidentielle aux élections américaines de 2024 pour le parti Socialisme et Libération (PSL), la véritable opposition réside dans les partis socialistes du pays, leurs candidats et leurs propositions, axés sur les classes populaires et les populations minoritaires.

« *Trump et ses propositions d'extrême droite n'ont progressé dans la politique américaine que grâce à l'échec des démocrates* », explique Claudia. « *Les démocrates sont pro-guerre, pro-entreprises et les néolibéraux sont au pouvoir depuis 12 des 16 dernières années. Ils n'ont pas tenu leurs promesses envers la classe ouvrière du pays* », ajoute-t-il.

Dans un communiqué faisant suite aux résultats des élections, le Parti Socialiste du pays a déclaré que la campagne de Harris rejoignait « *l'hystérie raciste, vile, anti-classe ouvrière et raciste contre les familles immigrées* » de Donald Trump en adhérant au programme de droite américain, comme les restrictions à l'immigration et ajoute que Harris « *n'a fait aucun effort pour lutter contre les attaques diabolisantes et inhumaines contre les travailleurs immigrés* ». « *Cet échec a permis à l'hystérie anti-immigration de se développer et de devenir un facteur important de l'attrait démagogique de Trump* », souligne le parti.

Malgré la position ouvertement xénophobe, raciste et misogyne de Trump, De La Cruz souligne que la réponse du républicain à la population est la même que celle des démocrates en termes de projet politique et économique : « *à travers le capitalisme et l'impérialisme américain. Dans cette démocratie tortueuse des milliardaires, le peuple se voit offrir deux options et, face à la trahison des démocrates, la population les a abandonnées.* »

Ce mouvement justifierait également l'augmentation de la population arabe et noire qui a voté pour le républicain, par rapport aux élections de 2020. Pour Claudia, il est important de souligner que cette augmentation des votes dans ces populations minoritaires n'est pas la cause de la défaite de Harris mais « *la déficience [politique] des démocrates qui ont abandonné la population.* »

« Nous allons continuer à construire une véritable opposition »

Si les deux partis, démocrates et républicains, n'ont pas une position politique, économique et sociale qui les différencie, quelle serait la véritable opposition aux deux grands partis américains ?

Pour Claudia de La Cruz, les solutions seront présentées par le socialisme. Inséré dans les luttes de la classe ouvrière depuis 20 ans, il souligne que le Parti Socialisme et Libération continuera à œuvrer pour la minorité et la population laborieuse. « *Notre objectif continuera à être de bâtir un mouvement syndical fort et indépendant, en renforçant nos relations au-delà des lignes de division et de lutte historiques.* »

Cette réduction, affirme-t-elle, donne déjà des résultats. Jusqu'au décompte de ce jeudi (7), deux jours après les élections, De La Cruz a obtenu 108 mille voix, sans compter Washington DC et les votes écrits par les électeurs. Aux États-Unis, l'électeur peut inscrire le nom des candidats qui ne figurent pas sur le bulletin de vote et le vote sera compté.

« *Ce chiffre dépasse déjà celui d'autres campagnes socialistes historiques menées [aux États-Unis] par le CPUSA [Parti communiste des États-Unis] en 1932 et par le SWP [Parti socialiste des travailleurs] en 1971* », célèbrent-ils.

Le futur président des États-Unis a déjà déclaré ouvertement qu'il ne soutiendrait pas cette classe et a souligné qu'il utiliserait les forces armées et le pouvoir à sa disposition pour arrêter ce qu'il appelle les « *fous de gauche* ». « *Une autre administration Trump lancera des attaques importantes contre les populations historiquement marginalisées aux États-Unis, y compris les socialistes.* »

L'attitude de Trump à l'égard de la gauche américaine n'affaiblit cependant pas celle du parti. « *Nous resterons au centre des droits des travailleurs, des droits des immigrants, des droits LGBTQ+, des droits des femmes et de tout ce qui touche la classe ouvrière. Nous ne pouvons pas supporter le coût d'un revers, nous continuerons à nous battre. Nous continuerons à construire une véritable opposition à l'extrême droite* », conclut De la Cruz.

Édition : Leandro Melito
Brasil de Fato 7 novembre 2024

Élections aux États-Unis : dans le grand spectacle, c'est le grand clown qui a gagné !

Par Guillermo Cieza*

L'illusionniste Kamala Harris n'a pas réussi à convaincre les millions d'Américains qui ont voté qu'elle leur garantirait un meilleur avenir et a été emportée par les échecs du gouvernement Biden. Pour paraphraser ce qui s'est passé lors de l'élection argentine : le problème n'est pas qui a gagné, mais entre quels deux candidats il a fallu choisir au second tour.

Comme nous l'avions anticipé il y a 5 jours, les élections américaines ont été remportées par Donald Trump.

Dans une élection où les candidats avaient plus de points communs que de désaccords, les électeurs américains ont à nouveau choisi Donald Trump, qui a déjà gouverné de janvier 2017 à janvier 2021. La candidate battue n'est pas une inconnue, c'est l'actuelle vice-présidente de Joe Biden. Choisissant entre des réalités qu'ils ont subies et des gouvernements qui gèrent au profit exclusif des élites, ils ont opté pour un grand fanfaron qui s'exprime sans ambages : arrogant, belliciste, anti-ouvrier et raciste, face à une candidate qui maquille le message, mais qui soutient les mêmes principes.

À titre d'exemple : Trump se déclare ami de Netanyahu, mais c'est Harris qui a cautionné depuis sa gestion le génocide de la Palestine. Trump menace ouvertement tous les pays qui s'opposent à l'hégémonie américaine et a promu des changements de gouvernement dans différents pays, mais c'est le gouvernement Biden-Harris qui a été responsable de la guerre en Ukraine et a mis le monde au bord d'une conflagration nucléaire.



Donald Trump et Javier Milei

La victoire de Trump augmentera le pouvoir de super-milliardaires comme Elon Musk, qui ne voient dans la catastrophe climatique que de nouvelles opportunités de faire des affaires. Mais une victoire de Harris aurait donné un sursis au clown tragique Zelensky, prêt à sacrifier des millions d'Ukrainiens et à incendier le monde plutôt que d'assumer sa défaite.

L'élection de Trump n'est en rien une bonne nouvelle pour les peuples de Notre Amérique, car dans son repli médiatisé pour défendre la maison impériale, il inclut nos pays comme son arrière-cour. Mais une victoire de Harris n'aurait pas non plus été une bonne nouvelle, étant donné les antécédents bellicistes et interventionnistes des administrations démocrates.

Les grandes veuves de la défaite de Harris, outre Zelensky, seront les élites européennes. Le repli annoncé des États-Unis laissera l'Europe obséquieuse dans l'embarras. Trump ne reconnaîtra pas qu'elles ont sacrifié le combustible russe bon marché et augmenté leurs dépenses militaires pour accompagner les États-Unis dans l'aventure ukrainienne. Elles recevront le paiement qui correspond aux collaborateurs : ni dignité, ni argent.

Toute l'extrême droite internationale fêtera la victoire de Trump et le showman argentin, Javier Milei, ne laissera pas non plus passer l'occasion de monter dans le char du vainqueur, espérant recevoir quelques miettes. Mais à ceux qui fêtent aujourd'hui, Trump et ses amis offriront de nouveaux plans de pillage et de nouvelles barrières protectionnistes pour empêcher toute production locale d'entrer sur le marché nord-américain.

Le grand clown et sa cohorte de super-milliardaires ne seront pas disposés à partager leur victoire avec qui que ce soit, et ils auront quatre ans devant eux dans l'État américain pour profiter de ce qui les passionne le plus : faire de bonnes affaires.

***Guillermo Cieza** est un intellectuel, journaliste et écrivain argentin. Il a publié plusieurs ouvrages. Son expérience de militant et de victime de la dictature a beaucoup influencé ses écrits. Dans les années 1970, Cieza s'est impliqué dans le militantisme politique en Argentine. Entre 1971 et 1979, il a été membre des Forces Armées Péronistes (FAP), un groupe armé péroniste de gauche. Il a notamment été coordinateur de la Chaire Che Guevara à l'Université de Buenos Aires.

Tramas 6 Novembre 2024
Traduction Bernard Tornare
7 Novembre 2024